L'HUMANITÉ rouge

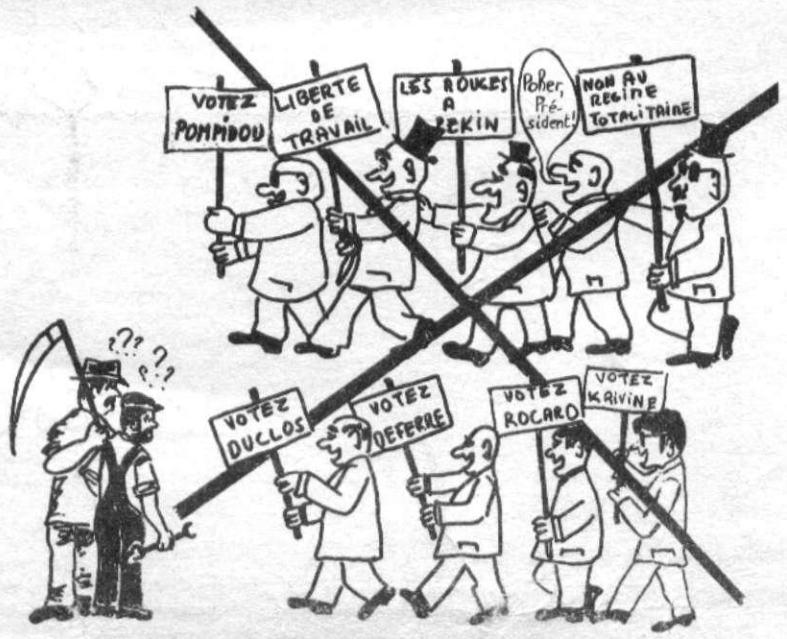
Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés, UNISSEZ-VOUS !

I F — Boite Postale 134, Paris-20e — C.C.P. LA SOURCE - 30226-72

HEBDOMAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES MARXISTE-LENINISTE AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS ET INTELLECTUELS

1re ANNEE — MERCREDI 14 MAI 1969 — N° 12

A bas l'électoralisme la lutte continue !



Laisser croire ou faire croire aux travailleurs, entretenir cette illusion que nous pouvons chasser le capitalisme par des élections quelconques, cela est d'une incroyable niaiserie politique. Le régime actuel, quel que soit le nom dont on l'affuble — pouvoir personnel, capitaliste, grande bourgeoisie, pouvoir des monopoles — est profondément enraciné, non pas dans le peuple, ni dans les classes exploitées, mais dans les classes dominantes exploiteuses, oisives, militaires et policière. Ce qu'on nomme l'appareil d'Etat, c'est-à-dire la cohorte de hauts fonctionnaires, de préfets et sous-fifres, de policiers, de militaires, ne représente effectivement qu'une minorité, mais il possède les armes, les moyens d'information, l'appareil judiciaire, les moyens de production, car au stade du pouvoir des monopoles (actuellement), le P.D.G. n'est rien d'autre qu'un haut fonctionnaire, intimement lié à l'appareil d'Etat, se confondant avec celui-ci.

En mai 1968, les moyens de production étaient passés sous le contrôle direct des travailleurs, l'appareil judiciaire était impuissant, paralysé ; les moyens d'information passaient également au service des travailleurs, avec la puissante grève de l'O.R.T.F. (qui fut sanctionnée aussi durement par le pouvoir une fois sa reprise en mains). Restaient en fait les forces armées, la police. C'est uniquement derrière la crainte des chars de Massu, crainte surtout développée par les responsables du P.« C. »F. et de la C.G.T. que de Gaulle put retarder sa chute.

En fait, il n'y a qu'une vérité en matière de pouvoir d'Etat : « Chaque communiste doit s'assimiler cette vérité : que le pouvoir est au bout du fusil ». Un régime peut bien être mis en minorité électoralement (par exemple le dernier référendum où de Gaulle, battu, se retire), l'appareil d'Etat, parallèlement, se renforce, sa police quadrille Paris, procède à des centaines d'arrestations, interdit toute manifestation, notamment celle du 1er mai — en accord, il est vrai, avec les dirigeants de la C.G.T. — ce qui prouve, une fois de plus, que les défenseurs de la bourgeoisie ne sont pas tous dans l'appareil d'Etat.

Laisser croire qu'un tel pouvoir peut « céder » électoralement et ceci malgré les apparences, c'est exposer la classe ouvrière à un grand désespoir. Laisser croire que ce régime pré-fasciste donne au peuple les moyens démocratiques électoraux de son remplacement pacifique, c'est berner les travailleurs, les tromper, les anesthésier.

Lénine expliquait que la bourgeoisie française était la plus intelligente et expérimentée du monde, la plus révolutionnaire aussi, car elle était héritière du pouvoir d'Etat arraché à la Noblesse après trois révolutions. La noblesse n'a jamais donné le pouvoir d'Etat à la bourgeoisie à la suite d'élections pacifiques. Les nobles se sont défendus comme des tigres et c'est bien normal. Après leur défaite, ils ont composé avec la bourgeoisie. Ils ont en quelque sorte « fusionné ». Des bourgeois ont été « annoblis » et des nobles sont entrés dans les « métiers » de l'industrie et de la banque.

Les grands bourgeois actuellement au pouvoir (avec ou sans de Gaulle), avec l'appui de leur appareil d'Etat, se défendront comme des tigres, face à la classe ouvrière seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, et à ses alliés objectifs, la paysannerie laborieuse et les travailleurs intellectuels.

La majorité électorale, ne signifie rien, encore une fois, si l'appareil d'Etat reste entre les mains de la bourgeoisie. La classe ouvrière et ses alliés doivent liquider cet appareil et instaurer elles-mêmes un pouvoir populaire, s'appuyant sur l'immense majorité des travailleurs, des producteurs. N'oublions jamais que mai 1968 représente une telle tentative plus ou moins consciente des masses vers un tel changement, un tel pouvoir populaire. Certains le nient farouchement, expliquant que la classe ouvrière ne désirait rien d'autre qu'un rajustement des salaires (oubliant trop facilement que les travailleurs occupèrent leurs usines quand ils virent qu'une avant-garde bouclait les P.D.G. dans leurs bureaux et érigeait des barricades).

Nous devons dire clairement aux travailleurs ce qu'ils savent déjà d'instinct : ce régime ne disparaitra pas facilement. Il faudra une véritable révolution pour le déraciner, déjouer une multitude de tentatives de reprise en mains, dont les plus dangereuses viendront de l'intérieur même du mouvement d'opposition à la bourgeoisie (la plus visible actuellement est celle des dirigeants « centristes »).

Mais la social-démocratie et le révisionnisme moderne s'avèreront aussi dangereux, en cas de victoire populaire *réelle*, car alors nous risquerions fort de passer par la tragédie des peuples soumis au joug social-fasciste des cliques révisionnistes au pouvoir.

Les expériences historiques contemporaines nous montrent et nous prouvent que le dernier moyen pour la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir quand tous les artifices électoraux et moyens « pseudo-légaux » ont été utilisés, c'est le fascisme, c'est-à-dire la dictature militaire et policière sanglante, la terreur, la force brutale. Le fascisme ne revêt pas partout et toujours exactement les mêmes formes. Quelquefois, il s'appuie sur ce que l'on appelle en marxisme « une base de masse », c'est-à-dire certaines classes privilégiées de la bourgeoisie et des classes moyennes et aussi malheureusement souvent sur le prolétariat misérable, auquel il donne dans un premier temps le pain et le travail dont le privait le régime de la démocratie bourgeoise.

Ceux qui dans le mouvement ouvrier prétendent défendre les intérêts des travailleurs, mais n'expliquent pas la montée du fascisme et ne préparent pas les travailleurs à cette éventualité, ceux-là sont en réalité les véritables pourvoyeurs du fascisme, leurs meilleurs agents, car ils désarment les travailleurs idéologiquement, donc matériellement et préparent un excellent terrain à la dictature ouverte.

Ceux qui dans le mouvement ouvrier mettent uniquement l'accent sur les revendications économiques et l'alliance à tout prix avec des dirigeants traitres de la social-démocratie, ceux-là qui traitent de « gauchisme » toute tentative de s'opposer au fascisme, portent devant l'histoire à terme une bien lourde responsabilité.

(suite page 7)

LETTRE DU CAMARADE JACQUES JURQUET, ANCIEN SECRETAIRE POLITIQUE DU P.C.M.L.F., AU PRESIDENT POHER

Nous avons reçu de Jacques Jurquet, ancien secrétaire politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France dissous le 12 juin 1968 la copie de la lettre qu'il a déposée au Palais de l'Elysée le 9 mai 1969 à l'intention du Président de la République.

Nous publions volontiers ce texte qui a d'ailleurs été communiqué à l'ensemble des organes d'information, car nous pensons qu'il s'agit là d'une démarche d'une grande importance pour le rétablissement de la liberté d'association qui a été étouffée sous l'autorité de de Gaulle aujourd'hui renvoyé dans ses pénates par notre peuple.

Nous sommes persuadés que les lecteurs de l'Humanité Rouge mettront tout en œuvre pour soutenir activement l'exigence de l'ancien secrétaire politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France, ne serait ce qu'en assurant la plus large diffusion à cette lettre.

Le 6 mai 1969

Monsieur Alain Poher,
Président de la République par intérim
Palais de l'Elysée, Paris.

Monsieur le Président de la République,

Par décision du général de Gaulle, Président de la République statuant en Conseil des Ministres le 12 juin 1968, a été prononcée la dissolution administrative du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Sans qu'aucune possibilité de défense ne puisse lui être opposée, cette mesure a été présentée comme fondée sur la loi du 10 janvier 1936 qui fut votée et instituée dans le but de réprimer les ligues fascistes.

En ma qualité d'ancien secrétaire politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France régulièrement élu à ces fonctions par son congrès constitutif les 30 et 31 décembre 1967, j'ai l'honneur de vous demander de prononcer l'annulation pure et simple de cette mesure arbitraire.

Monsieur le Président de la République, vous êtes institutionnellement l'autorité la plus élevée chargée de faire respecter la légalité en vigueur.

Or la dissolution de mon Parti ne s'est nullement appuyée sur une décision du pouvoir judiciaire, elle n'est intervenue qu'à l'initiative du pouvoir politique dont vous savez bien qu'il a souvent fait preuve, sous la présidence du général de Gaulle, d'un esprit partisan sanctionné à plusieurs reprises par la Haute Juridiction du Conseil d'Etat. En appelant à voter « NON » au référendum du 27 avril dernier, vous avez d'ailleurs vous-même condamné de tels faits.

Dans le cas particulier du Parti communiste marxiste-léniniste de France, aucun des délits visés par le décret-loi de 1936 ne peut être retenu. Mon parti n'a provoqué aucune manifestation armée dans la rue, il n'a constitué aucune formation paramilitaire ni milice privée, il n'a jamais porté atteinte à l'intégrité du territoire national. A ce dernier point de vue, je me permet de vous préciser que trois sur cinq de ses dirigeants au moment de son interdiction étaient titulaires de la carte du combattant volontaire de la Résistance et de décorations militaires attestant de leur participation au combat pour l'indépendance nationale de la France contre les nazis.

S'il est vrai que le Parti communiste marxiste-léniniste de France a soutenu activement les étudiants et la classe ouvrière dans leur lutte contre le gouvernement, il ne s'est par contre jamais proclamé opposé à une forme républicaine de l'état (1). Ce sont seulement les interprétations politiques d'un gouvernement qui ont tenté d'accréditer le contraire sans qu'aucune preuve concrète et juridique ne soit produite, et sans que l'administration éventuelle de telles preuves n'intervienne contradictoirement.

A ce sujet je suis en mesure de mettre le gouvernement au défi de révéler que mon Parti ou quelque militant issu de ses rangs ont pu justifier l'intervention de la justice tant en ce qui

(suite page 7)

Une semaine de luttes

PROLONGEMENT DES GREVES PRECEDENTES

- *FENWICH A SAINT-OUEN* : grèves depuis le 16 avril pour l'augmentation des salaires.
- *S.I.G.E. A PUTEAUX* : cinquième et dernière semaine de grève pour l'augmentation des salaires.
- *COMPAGNIES MIXTE ET TRANSAT A MARSEILLE* : suite du mouvement de protestation, consistant à retarder les départs de navires, contre la fusion des deux société qui entrainerait des licenciements.
- *SERVICE REGIONAL GEOLOGIQUE A ROUEN* : quatrième semaine de grève contre la mesquinerie du règlement intérieur et les mutations arbitraires de personnel.

LUNDI 5

- *MECANIQUE LATIMIER A TARNOS (LANDES) ET HERBLAY (VAL D'OISE)* : occupations des deux usines par les ouvriers tous licenciés, pour empêcher les huissiers de venir apposer les scellés sur l'entreprise qui est en règlement judiciaire.
- *U.T.E. A MONTEREAU* : deux débrayages pour l'augmentation des salaires.
- *CENTRES SOCIAUX DE QUARTIER*. Au congrès national à Lyon, des jeunes exigent la fin du bénévolat, du paternalisme, de la ségrégation et de l'apolitisme hypocrite dans les centres sociaux.
- *LYCEE HENRI-IV* : grève de protestation contre les actes criminels du commando fasciste à Louis-le-Grand ; suivit également au lycée Montaigne, Jacques Decour, Bergson.

MARDI 6

- *FIVES-LILLE A GIVORS (RHONE)* : débrayage du personnel contre la décision de la direction de licencier 400 ouvriers-employés. Dans ce groupe industriel, depuis 1959, 9 000 emplois ont été supprimés, à Paris (Applevage et Bréguet), à Douai (Bréguet), à Lille, Denain, Roubaix.
- *LATIMIER A HERBLAY (VAL D'OISE) ET TARNOS (LANDES)* : licenciement des 500 ouvriers et fermeture des usines. Un comité de défense s'est formé.
- *LYCEE BERGSON A PARIS* (19e) : arrestation d'un professeur. Plusieurs classes de lycéens se mettent en grève et exigent le retrait des forces de répression.
- *UNE CENTAINE D'AGRICULTEURS DU CANTON DE CHAMPVANS-LES-BAUMES (DOUBS)* empêchent l'expulsion d'un fermier par son patron.
- *LES C.A.L. DE PARIS* empêchent l'accès de leurs lycées aux éléments d'extrême droite après l'attaque d'un commando fasciste sur le lycée Louis-le-Grand la semaine précédente.
- *FACULTE DE DROIT-CENTRE D'ASSAS A PARIS* : les étudiants qui avaient voulu empêcher un meeting d'extrême-droite dans leur faculté, fermée et encerclée par la police, tiennent un autre meeting, au centre Censier, contre le fascisme.

MERCREDI 7

- *AIR-EQUIPEMENT A ASNIERES* : débrayage contre une tentative d'augmentation des salaires.
- *LES C.A.L.* lancent une campagne d'explication contre la sélection sociale, le baccalauréat et la réforme Faure.
- *LYCEE PAUL-VALERY A PARIS* : grève pour exiger la réouverture du lycée Louis-le-Grand, le jugement des membres du commando fasciste qui l'avait attaqué, la transformation du baccalauréat.

JEUDI 8

- *PAPETERIE DE GASCOGNE A MIMIZAN (LANDES)* : nouvelle grève de 24 heures contre le licenciement de deux ouvriers, dont un délégué, avec menace d'extension du mouvement à d'autres entreprises du papier-carton.
- *FIVES-LILLE-CAIL A LILLE ET ROUSSIE* : débrayage de solidarité pour les ouvriers de Givors.
- *S.N.E.C.M.A.* : débrayage dans toutes les usines de la société pour protester contre la réduction de 30 millions de crédit destinés au développement des moteurs du « Concorde » qui entrainera le licenciement d'un millier d'ouvriers.
- *LES CANDIDATS AU C.A.P.E.S. ET A L'AGREGATION* réunis à la Sorbonne, décident de boycotter leurs examens pour protester contre les insuffisances et l'arbitraire du projet de réforme Faure sur la formation des professeurs.

VENDREDI 9

- *BISCUITERIE LEFEBVRE-UTILE ET BRUN A NANTES* : 700 ouvriers en grève depuis 4 jours pour une augmentation de salaires.
- *LYCEE LOUIS-LE-GRAND* : échec du conseil de discipline qui n'a pu se réunir, 7 membres présents sur 14, et qui voulait statuer sur le cas de 10 élèves, lors des incidents du 21 avril.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Souscripteurs	Ville	F
Total des listes précédentes		6 023,00
Cercle M.-L. Eugène-Valin	Sud Paris	70,00
Cercle H.R. 15e	Paris	140,00
Groupe de soutien H.R.	Lyon	1 000,00
V. J.	Marseille	40,00
V. M.	Croissy-s.-Seine	30,00
Librairie Gît-le-Cœur	Paris	226,00
Cercle M.-L. lycéens	Toulon	30,00
J. R.	Paris (2e)	300,00
B. J. F.	Albertville	50,00
P. S.	Paris (19e)	8,00
Un travailleur pauvre	Paris	2,90
D. A.	Alpes-Maritimes	50,00
Anonyme	Athis-Mons	100,00
Groupe de soutien H.R.	Bretagne	200,00
Cercle M.-L. Paul-Valéry	Paris	7,10
Sympathisant anonyme	Paris	120,00
Groupe H.R.	Lyon	200,00
Un ouvrier de Rodhiaceta	Lyon	10,00
Total général actuel		8 607,00

Certains camarades ne sont pas encore convaincus de l'importance politique de la souscription nationale d'H.R. ; des camarades vont même jusqu'à considérer la publication de la liste de souscription comme inutile !

Ecoutons, pourtant, ce que Lénine disait des collectes ouvrières pour la « Pravda » en 1912 : « *La presse ouvrière doit être développée et gagner en force. A cet effet, il faut de l'argent. Seules des collectes permanentes et massives parmi les ouvriers peuvent permettre, par un travail opiniâtre, de mettre sur pied d'une manière satisfaisante les journaux ouvriers en Russie.* »... ; « *bien entendu des comptes rendus de ces collectes, comme ceux que la « Pravda » a toujours publiés, sont indispensables.* »

Lénine insiste à la fois sur la nécessité des collectes et sur la provenance des sommes récoltées ; peut être H.R. n'a pas assez abordé ce second aspect : les camarades doivent expliquer à chaque sypathisant, à chaque ouvrier et surtout, plus important, à chaque *groupe d'ouvriers* (conseil ouvrier ou comité de base) qu'il connaît, la nécessité de *souscrire régulièrement* pour H.R. ; les liens ainsi créés, et qui ne sont pas seulement des liens financiers, sont la raison d'exister du journal : notre politique « c'est compter sur ses propres forces » et cela n'est pas une phrase en l'air ; il n'y a pas de miracle, H.R. sera votre journal, camarades ouvriers, camarades paysans et camarades étudiants parce qu'il vivra de votre argent, de votre soutien, par vos envois d'articles, par votre travail de diffusion. Non, camarades, il n'y a pas de miracle, encore cette semaine nous avons dû laisser de côté de nombreux articles, notamment de la rubrique des luttes internationales, car la priorité a été donnée à la suite du rapport du camarade Lin Piao au IXe Congrès du P.C.C. et aux deux documents pages 7 et 8, si importants pour tous les marxistes-léninistes de France ; la lettre du camarade Jurquet, ancien secrétaire politique du P.C.M.L.F. au président Poher et l'appel de communistes marxistes-léninistes aux adhérents et sympathisants du P. « C. »F. (p. 8). H.R. ne pourrait pas sortir souvent sur 12 pages sans accumuler un grave déficit financier qu'elle n'arriverait pas à combler.

Camarades, intensifiez la bataille de H.R. ! H.R. doit devenir, sur tous les plans, le journal de tous ceux qui luttent pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme !

H.R.

LECLANCHÉ (POITIERS)

Un nouveau Comité de Base

Un nouveau comité de base s'est créé ! Le texte que nous publions ci-dessous, est extrait du bulletin n° 1 du comité de base de l'usine Leclanché de Poitiers ; il explique clairement que la création de ce comité de base était nécessaire face à la trahison irrémédiable de la C.G.T. et aux manœuvres bureaucratiques des bonzes syndicaux. Encore une fois ce sont les meilleurs défenseurs de classes ouvrières (à la Pile ce sont notamment deux délégués) qui sont chassés de la C.G.T., mais une fois de plus les travailleurs n'ont pas désarmé devant la politique de division et de trahison de la C.G.T. et et ont relevé le drapeau de la lutte de classes en formant leur comité de base !

Nous devons des explications aux travailleurs de la Pile à la suite des incidents qui se sont passés dernièrement au sein du syndicat C.G.T.

Tout le monde sait que nous, l'ancien secrétaire et une bonne partie de l'ancien bureau, nous étions en désaccord avec la conduite de Séguy, Frachon, Krasuscki, etc., qui ont usurpé la direction nationale de la C.G.T. et avec celle de Laumond, leur représentant à l'Union départementale. La C.G.T. était autrefois une grande centrale ouvrière qui luttait sans merci contre l'exploitation capitaliste, contre le patronat et l'Etat capitaliste. Elle montrait aux ouvriers :

1° que c'est *par la lutte des classes* qu'ils peuvent arracher au patron des avantages matériels et que c'est simplement quand on a engagé la bataille et qu'on s'est mis en *position de force* qu'on peut s'asseoir à la même table que le patron pour *imposer* nos revendications ;

2° que le patronat, quoi qu'il fasse, restera toujours le même tant que nous n'aurons pas renversé le système capitaliste tout entier. C'est-à-dire que les avantages matériels obtenus seront sans cesse *remis en cause* ou *réduits à rien*, tant que la bourgeoisie aura la haute main sur l'économie et le pouvoir d'Etat. Autrement dit, pour changer radicalement et définitivement son sort, la classe ouvrière n'a qu'une solution : prendre le pouvoir à la bourgeoisie.

Voilà ce que nous disait autrefois la grande C.G.T.

Mais si elle enseignait aux travailleurs que pour se libérer il faut renverser le système capitaliste, elle leur enseignait aussi qu'il ne faut pas oublier la lutte de chaque jour pour arracher tout ce qui peut être arraché au patron.

Or, sur ces deux points, la C.G.T. d'aujourd'hui marche à contre-courant de la C.G.T. d'autrefois.

1° Elle a depuis longtemps abandonné toute explication sur la nature même du système capitaliste. Elle trompe les ouvriers en leur laissant croire qu'une amélioration durable et réelle de leur sort est possible sans renverser l'état capitaliste. De plus, lorsque la classe ouvrière s'engage, malgré eux, dans cette voie (comme en mai-juin 1968) elle a trahit en complotant avec le gouvernement et le patronat le meilleur moyen de « faire cesser la crise » (du capitaliste), elle leur présente quelques maigres augmentations de salaire bientôt réduites à rien par la hausse des prix comme une « grande victoire ».

2° Pour la défense des intérêts matériels immédiats des travailleurs, — elle propose des revendications irréalisables en système capitaliste (comme l'échelle mobile) et elle réduit les revendications immédiates exigées par les travailleurs à la base (augmentation des salaires, diminution des cadences), sur lesquelles il est possible de faire céder le patron, en disant que « ce n'est pas réaliste », que « le patron ne peut accepter ça » — comme si le problème était de trouver des revendications « acceptables » pour le patron : a-t-on jamais vu un patron accepter une revendication si ce n'est par la lutte de tous les travailleurs à la base qui lui impose !

— Elle discute avec le patronat *avant* d'engager une action et même *pour éviter* de l'engager : elle conseille aux travailleurs de *s'abstenir de toute initiative qui « générait les négociations »* ou « pourrait *créer une crise* » (*du capitalisme*), exemple : Tilsitt. C'est voir les choses à l'envers puisque c'est, au contraire, *seulement* si on engage une action, si on montre ses forces, que le patron cédera, *à la fin*.

— Lorsqu'une action se déclanche sans elle, ou contre son avis (comme au Mans, à Sochaux, dans les dépôts S.N.C.F. du Sud-Ouest), elle fait tout pour arrêter le mouvement, l'isoler, empêcher qu'il se propage, le rendre impopulaire, car « il compromettrait la paix sociale à la veille du référendum ».

Il y a pas mal de temps que nous pensons cela de la direction C.G.T. Il est bien évident que Laumont ne nous aimait guère et faisait tout pour nous mettre des bâtons dans les roues —tracts pour nous discréditer, calomnies répandues parmi des syndiqués d'autres boîtes comme quoi nous aurions détourné de l'argent, refus de tirer notre journal à l'U.D., etc. — jusqu'à ce qu'il prenne contre nous une décision parfaitement illégale et anti-statutaire d'exclusion de la C.G.T.

On a profité de l'absence du secrétaire pour faire circuler parmi les syndiqués une pétition demandant notre démission. Comme on n'avait donné aucune explication, la plupart ont signé sans savoir exactement pourqui, ni de quoi il retournait. A la réunion suivante (et prévue) du bureau syndical, Laumont nous refuse l'entrée de l'U.D., ensuite on nous a dit ~~que nous~~ n'étions plus du bureau *sans que nous ayons pu nous défendre ou nous expliquer* devant une assemblée des syndiqués. Depuis un « nouveau bureau » s'est constitué — en fait *quelques vieux chevaux de retour que la C.G.T. avait écartés avant nous pour incapacité*, entraînés par un jeune ambitieux qui rêve de trôner, des gens qui récupèrent les grèves ; aussitôt de l'avancement (tiens, pourquoi eux ?). Ils n'ont qu'un seul souci : ne pas avoir d'histoire avec le patron. Puis nous avons appris — toujours par des indiscrétions — que des réunions des syndiqués avaient lieu sans que nous soyons avertis.

Nous en avons donc déduit que nous étions exclus du syndicat C.G.T.

Devant l'utilisation de telles méthodes anti-démocratiques, il serait inutile de vouloir faire annuler cette décision. Nous savons que, même si 99 % des travailleurs de la Pile nous soutenaient ça n'y changerait rien, les bureaucrates de la C.G.T. nous considéreraient toujours comme exclus.

Mais nous ne voulons pas abandonner la lutte quotidienne des travailleurs. Certains d'entre nous ont été élus délégués du personnel et nous continuerons à défendre les ouvriers, à les défendre mieux que tous les autres syndicats (car nous mettons dans le même sac les dirigeants nationaux C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., etc.). Nous établissons dans ce journal un cahier de revendication. Sur cette base, nous appelons tous les ouvriers qui veulent *vraiment* lutter pour leur pain contre l'exploitation capitaliste, à constituer avec nous un *comité de base*, véritable syndicat de lutte de classe. Chacun peut yvenir, qu'il soit syndiqué C.G.T., C.F.D.T. ou non syndiqué.

Délégués responsables :
THEVENET André,
ROY-GUILLEMINOT Marcel.

OPELEM - MAGNETO :

UNE LONGUE GRÈVE COURAGEUSE CONTRE UN PATRON DE COMBAT

Les ouvriers d'Opelem-Magneto, qui se sont montrés malgré leur manque d'expérience, très fermes et très combattifs, et qui ont pu faire l'expérience dans cette grève, de la trahison des dirigeants de la C.G.T., pensent que d'un point de vue tactique, il ne leur serait pas favorable de couper tous les ponts avec l'union locale : c'est pour cette raison qu'ils ne dénoncent qu'implicitement la trahison de la C.G.T.

Malgré cette insuffisance, cette grève très longue, menée dans des conditions très difficiles est un exemple que nous livrons à la réflexion de nos lecteurs, en souhaitant ainsi encourager ces travailleurs dans leurs luttes futures.

H.R.

Depuis plus d'un mois et demi, les ouvriers d'une petite usine de la banlieue sud mènent une lutte parvenue aujourd'hui à un stade décisif : Opelem, petite usine de soixante salariés, dont cinquante à la production, fournit l'Education Nationale, la police et l'armée en laboratoires pour l'étude des langues vivantes. La société « Magneto » qui est la propriété d'un dénommé Pierron, fournit du personnel horaire à l'autre société Opelem, dont le patron Espérin dirige en fait les deux sociétés ; l'existence de ces deux sociétés jumelées, dont l'une est société anonyme et l'autre société anonyme à responsabilité limitée a longtemps permis aux actionnaires de flouer les ouvriers de l'entreprise en renvoyant constamment les responsabilités de l'une à l'autre. Ces deux sociétés se partagent les bénéfices substanciels provenant de la vente d'un matériel ultra-moderne (semi-professionnel) avec des méthodes artisanales.

Des conditions de travail déplorables :

— Installations électriques vétustes présentant des dangers d'électrocution permanents (branchements non isolés, fils dénudés tenus par des bouts de ficelle, commutateur et tableau de commande non munis de cache-branchement direct des fils sur la force : 380 volts sans prise mâle, machine non reliée à la masse).

— Prévention contre l'incendie dérisoire (extincteurs insuffisants et peu accessibles, pas de hache d'incendie, pas de sable).

— Danger d'explosion (les bouteilles du poste mobile de soudure en contact permanent avec le dispositif de chauffage).

— Sécurité insuffisante sur certaines machines dangereuses comme la meule (courroie non protégée), mauvais éclairage dans les ateliers, absence d'aération.

— L'hygiène est une notion que semble ignorer totalement la direction d'Opelem : il y a seulement quelques mois, les ouvrières devaient travailler avec un mouchoir sur le nez le jour où l'on débouchait les W.-C. (quatre pour soixante personnes).

En mai 68, le jeudi de l'Ascension (non férié dans la boîte), alors que des millions de travailleurs luttaient, le personnel débraya. Le patron, jouant du paternalisme et du bâton, obtint la reprise du travail au bout de trois heures. La revendication essentielle, élection immédiate des délégués du personnel, fut rejetée : « Je suis d'accord pour discuter avec des individus, pas avec une représentation collective » déclare le patron. Seul acquis en mai : des toilettes pour les femmes.

Conclusion : ce que craint réellement le patron, ce sont les travailleurs organisés et résolus à combattre. Quant aux accords de Grenelle, ils n'ont pas été appliqués. Seulement un réajustement de salaire d'environ 3 % à la tête du client et en octobre 68. Malgré cette violation des accords patronaux, il fut demandé au personnel une augmentation de cadence. La production passait de 150-180 appareils en mai 68 à 250-280 fin 68. De déplorables, les conditions de travail deviennent intolérables. Quant au taux de profit : soixante travailleurs produisent par jour quinze magnétophones vendus 350 000 AF pièce ; deux pupîtres 1 000 000 AF pièce ; un câble fabriqué par un manœuvre en une demi-journée de travail vendu 1 000 000 aussi.

Janvier 69 : première perspective de lutte :

A la fin de 1968, alors qu'un effort particulier avait été demandé au personnel pour terminer dans les temps les programmes de commande, la direction montra sa satisfaction en octroyant des primes dérisoires à la tête du client. On clôtura l'année par une petite fête intime bien dans le style paternaliste. Mais le soir même de cette petite sauterie, avait lieu, dans un café voisin, la première réunion des éléments les plus combattifs de l'entreprise, pour envisager les possibilités de lutte.

En premier lieu, il fut décidé de préparer une protestation contre les mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité. Les participants à la réunion décidèrent d'effectuer des études personnelles et par secteur de travail pour rédiger un cahier de revendications. Durant les mois de janvier, février et mars, les ouvriers, de plus en plus nombreux, assistaient aux réunions.

A la suite de ces propositions de revendications, des pressions sont exercées sur un camarade qui donne sa démission : les ouvriers et quelques AT se réunissent pour mettre au clair leurs revendications et décident de lancer l'action dès le lundi 24 mars. Le soir même, un comité de grève était élu. Le cahier de revendications fut signé le 24 mars par le personnel. Celui-ci réclamait :

— Réajustement des salaires sous la forme de diminution des horaires : 43 heures payées 48. Egalisation des salaires minima de base à travail et qualification égaux : OS 2 : 4,30 F ; P 1 : 4,80 F ; AT 1 : 1 000 F mensuels.

— Application de la Convention collective de la métallurgie.

— Délégués du personnel.

A 15 heures, les ouvriers débrayèrent. Première réaction d'un directeur : « Reprenez le travail ou j'appelle la police ! Vous êtes tous licenciés ! » Immédiatement, un membres du comité de grève montait à la direction et remettait le cahier de revendications, exigeant une réponse le soir même à 17 heures, faute de quoi la grève illimitée serait déclenchée. En l'absence de toute réponse la grève était votée à main levée à la majorité (33/61). Les ouvriers quittèrent alors l'établissement et un porte-parole du comité de grève informait la direction qu'une délégation viendrait le lendemain et les jours suivants à 15 heures, pour obtenir une réponse aux revendications présentées. A la réunion du soir, les membres du comité de grève mettaient au point les modalités de poursuite de l'action et décidaient de prendre contact avec les travailleurs des entreprises de la région pour y distribuer des tracts, populariser leur lutte, et procéder à des collectes de solidarité.

Un combat difficile

Le 25 mars à 7 heures du matin, un piquet de grève est en place devant l'usine, il tente de dialoguer (sans succès) avec les non gévistes. Le patron en personne, aidé de ses cadres, s'oppose violemment aux grévistes et va jusqu'à frapper certains membres du piquet de grève ; ceux-ci se contentant de contenir l'assaut sans répondre aux coups. Cette action se déroule sur la voie publique, en présence de témoins. Non content de s'être conduit comme un C.R.S., le patron appelle la police et porte plainte contre les grévistes, pour coups et blessures (plainte non retenue). Pourtant, à l'injonction des « forces de l'ordre », les grévistes quittaient les lieux. A 15 heures, le comité de grève retournait comme prévu devant l'entreprise pour entamer les négociations mais se voyait opposer un refus catégorique.

Les ouvriers d' « OPELEM-MAGNETO » qui avaient lancé leur mouvement en isolés n'étaient pas syndiqués ; ils décidaient le mardi 25 mars, de s'affilier à la C.G.T. Après quelques réticences de l'Union locale de Bagneux pour recevoir l'adhésion de ces franc-tireurs, qui faisaient connaître leur lutte dans les usines de la région et qui se permettaient, sans permission, de procéder à des collectes dans un drapeau rouge, les grévistes se réunissaient au siège de l'Union locale C.G.T. de Bagneux où le bien-fondé de leurs revendications était reconnu. Les cartes syndicales leur étaient délivrées et la section syndicale « OPELEM-MAGNETO » constituée.

Dans les jours suivants, le piquet de grève revint chaque matin devant l'usine pour tenter de dialoguer avec les non grévistes ; la police est régulièrement au rendez-vous. A l'Inspection du Travail, les délégués apprennent qu'une demande de licenciement collectif déposée par les patrons avait été refusée, sauf pour trois des grévistes, contre lesquels la faute grave est retenue : voie de fait sur la personne d'un directeur technique. Alors que seuls le patron et ses cadres ont frappé les ouvriers.

La première semaine de grève se termine et la direction refuse toujours d'entamer des négociations. L'Inspection du Travail évite de se prononcer, l'Inspectrice du Travail est insaisissable. La solidarité devient effective, les grévistes ne sont plus seuls. Ils sont soutenus par les usines de la région. Le comité de grève abandonne les piquets de grève pour se rendre sur les marchés, aux sorties des gares pour faire connaître leur lutte. Des maires sont contactés, et Robert Levol, ancien député du secteur et maire du Plessis-Robinson, donne son assurance aux grévistes qu'il soutiendra leur cause au Conseil général et à la sous-préfecture. Les collectes commencent à donner certains résultats. Dans quelques usines, les syndicats les soutiennent, dans d'autres (Renault), ils tentent de s'y opposer. La mairie du Plessis-Robinson procède à une distribution de colis. La deuxième semaine de grève s'achève alors que les difficultés commencent à se faire sentir pour la plupart des grévistes.

Le patron : un véritable voyou !

Le 3 avril, les négociations s'ouvrent au siège social de la société à Paris, en présence des délégués de l'Union locale et de la Fédération des Hauts-de-Seine de la C.G.T. La direction accepte de reconnaître la section syndicale dans l'entreprise et veut bien promettre de procéder à des élections de délégués du personnel, dès la reprise du travail. Elle veillera à l'application des Conventions collectives de la métallurgie. Elle rejette la réduction d'horaire et propose une augmentation de salaire de 3 % mais uniquement au personnel non gréviste. Elle accepte la suppression de l'abattement d'âge, mais refuse catégoriquement d'envisager le paiement des jours de grève. La délégation maintient ses revendications et demande la réintégration des trois personnes licenciées, la stabilité de l'emploi dans l'entreprise « MAGNETO », l'assurance qu'il n'y aura aucune mesure de répression pour fait de grève après la reprise du travail, le rattrapage des salaires et le respect des qualifications professionnelles. (Tout ceci accordé par le directeur commercial, non habitué aux négociations).

C'était l'impasse, la première phase des négociations se terminait sur un échec. A noter que lors des contacts préliminaires, le dénommé PIERRON, qui refusait le moindre contact, tenait un langage des plus châtiés aux représentants des grévistes : « J'em... les travailleurs, j'em... la C.G.T., j'em... tout le monde, je refuse toute négociation... ». Le même PIERRON d'ailleurs, se distinguait encore, en se conduisant comme un voyou avec les représentants de la C.G.T. qui étaient venus le trouver au siège social à Paris.

Une entreprise intérimaire brise la grève

Commettant une illégalité de plus, la direction de « OPELEM-MAGNETO » va procéder à l'emploi d'ouvriers intérimaires pour briser la grève. 20 intérimaires fournis par un « marchand de viande » vont être chargés de jouer les « jaunes » pour venir à bout de la résistance des grévistes. C'est un coup bas de taille, tout à l'honneur de ce patronat de combat. La production de ce fait, redevenait normale dans le courant de la troisième semaine de grève.

Contactés par les délégués, les intérimaires n'étaient pas tous d'accord pour refuser de faire cette sale besogne et le comité de grève décidait de s'adresser d'une part au syndicat C.G.T. des intérimaires, d'autre part, à la direction de la société intérimaire, en lui faisant ressortir le côté illégal de sa collaboration avec la direction de l'usine. En ce domaine, la direction d' « OPELEM-MAGNETO » a fait tout ce qui était en son pouvoir pour rester dans un semblant de légalité. Par le jeu des mutations, licenciements et démissions forcées, il ne reste aucun gréviste dans le secteur « OPELEM » qui peut ainsi, impunément (c'est ce que croit la direction) employer du personnel intérimaire.

La quatrième semaine de grève a été fertile en incidents. Tout d'abord, les ouvriers de l'entreprise soutenus par la C.G.T. ont déposé une plainte, le 14 avril, auprès du Procureur de la République. Le 15 avril, l'Inspection du Travail a dressé un procès-verbal de carence envers la direction qui refuse tout contact. Ce même jour, une délégation syndicale de Bagneux est expulsée par la direction. Le 16 avril, l'Inspecteur du Travail refuse une nouvelle fois, le licenciement collectif et la direction ne veut pas en tenir compte. Malgré un ordre du sous-préfet d'Antony, les patrons refusent toujours de se rendre à l'Inspection du Travail et toujours le 16 avril, l'Inspecteur départemental et l'Inspecteur du Travail de la circonscription sont expulsés des locaux de l'usine par la direction.

Pour couronner cette série, la direction, considérant le personnel gréviste comme licencié, a envoyé par mandat le solde de tout compte à ceux qui continuent la lutte.

Le 19 avril, après quatre semaines de grève, malgré les pressions de toutes sortes dont ils sont l'objet, malgré l'attitude inqualifiable d'un patronat venimeux, malgré les terribles difficultés financières qui les assaillent, les grévistes tiennent bon. La lutte continue...

Depuis, le préfet qui, d'habitude, utilise rapidement toute son autorité pour réprimer les conflits sociaux, a, dans le cas présent, pour des raisons électorales, cautionné par son silence ce mini-patron de combat qui se complaît dans l'illégalité la plus totale vis-à-vis des lois bourgeoises.

Après une promesse d'intervention énergique dans les 48 heures, le député U.D.R., Mazeau, de la circonscription de Sceaux, passe sous la table. Malgré les manœuvres de toute la bourgeoisie solidaire, les ouvriers sont déterminés à continuer la lutte et poursuivent la grève.

A l'occasion du référendum, malgré toutes les intoxications serinées aussi bien par le pouvoir et par les partis de gauche sur les bienfaits de la politique électoraliste, c'est-à-dire de la collaboration de classe, les travailleurs ont compris qu'il fallait refuser le terrain de lutte truqué imposé par le pouvoir. Le capitalisme ne se renverse pas par un bulletin de vote. Le vrai terrain de lutte de la classe ouvrière se trouve dans les usines, sur le lieu de travail. Ce n'est que là qu'elle peut affronter directement la bourgeoisie et ébranler sa domination de classe.

Correspondant HUMANITE ROUGE

N.D.L.R. — Dès que nos correspondants nous donneront des informations complémentaires, nous reviendrons sur cette lutte courageuse.

Abonnez-vous...

ABONNEMENT A L'HUMANITE-ROUGE

Abonnement ordinaire

6 mois **20 F**
1 an **40 F**

Abonnement de soutien

40 F
80 F

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

C.C.P. La Source 30226.72

Radio FNL

Radio-Libération, la voix du Front National de Libération du Sud-Vietnam, émet en langue française à partir du 1er mai 1969.

Les émissions françaises de Radio-Libération se font tous les jours aux heures et sur les bandes suivantes :

— de **20 h 30 à 21heures** sur les bandes de 25 m et 30,50 m, soit 12 000 et 10 224 kilocycles ;

— **de 23 heures à 24 heures,** sur les bandes de 30,50 m et 40,50 m, soit 10 224 et 7 416 kilocycles.

VIVE le 1er MAI de LUTTE de CLASSE !

LILLE

Les militants révolutionnaires du C.A. populaire de Wazemmes, de divers C.A. de Lille, avaient décidés de faire du 1er mai 1969 une journée de lutte de classe.

Ils reprenaient à leur compte les justes mots d'ordre du Conseil ouvrier de Renault-Billancourt.

Mais dans l'après-midi du 30 avril, on devait apprendre que la C.G.T. locale paniquée par la perspective d'un 1er mai de lutte de classe annulait la manifestation, foulant aux pieds la tradition prolétarienne qui fait du 1er mai la journée internationale de lutte des travailleurs.

Le matin du 1er mai, les forces de police empêchant tout rassemblement, place Sébastopol, point de départ prévu initialement, les militants révolutionnaires reprenant le drapeau rouge de la lutte classe contre classe abandonné par les révisionnistes, décidaient de transporter la manifestation dans le quartier populaire de Wazemmes. Ils se rassemblaient aux accents de l'Internationale sous les drapeaux rouges et faisaient le tour du marché au cri de « Vive le 1er mai de lutte de classe ». Ils tenaient ensuite un meeting parmi les masses sur le thème « le NON au référendum est une victoire pour le peuple, mais rejetons nos illusions sur les diverses issues bourgeoises ».

C'est peu avant la dispersion prévue qu'intervirent les forces de l'ordre bourgeois. Les manifestants se replièrent sur le marché. La population indignée vit les C.R.S. cerner le marché et tenter de le faire évacuer par la population pour mieux se livrer au ratissage. Les militants eurent alors de nombreux exemples de la signification concrète de la protection des masses : petit commerçant qui laisse cacher un drapeau rouge sous son étal, ménagères qui entravent la course des C.R.S. et facilitent la fuite des militants, refus de la population de quitter le marché. Néanmoins, une dizaine de personnes manifestant ou non, travailleurs immigrés ou étudiants furent arrêtés.

Aujourd'hui, l'un des manifestants est en prison à Loos et mardi, lui et une autre camarade passeront devant le tribunal. Bien après la manifestation, des policiers en civil qui les avaient suivis les ont brutalement sortis de la voiture, exactement comme n'importe quel groupe de C.D.R. fascistes. Après avoir matraqué l'un d'eux, ils les livrèrent aux policiers en uniforme... Après 48 heures de garde à vue la justice décida de les juger pour avoir trouvé dans la voiture quelques bouts de bois qui n'en étaient pas sortis.

Ce n'est là qu'un prétexte :

En fait, ce qui est jugé mardi :

C'est le droit de manifester le 1er mai,

C'est le droit d'exprimer publiquement ses opinions, sa volonté de lutter pour une société nouvelle, un ordre nouveau au service du peuple.

C'est la liberté d'expression qui sera jugée.

Les Marxistes-Léninistes ont appelés les travailleurs du quartier à venir mardi au Palais de Justice montrer leur désapprobation au régime policier qui leur est imposé.

Un militant M.-L. de Lille.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de ce « jugement » dès que notre correspondant local nous en informera.

H.R.

ROUEN

Cette année, alors qu'à Madrid, à Lisbonne, malgré des conditions très difficiles, les révolutionnaires ont eu à cœur d'organiser des manifestations éclairs, en France, la direction de la C.G.T. avait décidé de supprimer les manifs du 1er mai, sous prétexte de dangers de « provocations » (un mot clé dans le vocabulaire C.G.T.-P. « C. » F., et qui, comme « gauchiste », permet d'éviter toutes explications gênantes...).

A Rouen, les bonzes syndicaux avaient cependant eu l'« audace » d'appeler à un meeting aux Emmurées.

Les travailleurs y étaient accueillis au son d'une fanfare qui jouait des airs très révolutionnaires, comme « Vous permettez, Monsieur... », « Riquita » et bien entendu, « Le travail c'est la santé ». Evidemment pas d'Internationale, ce qui aurait été « provocateur » et « gauchiste ».

C'est dans cette ambiance très militante que M. Isaac fit un beau discours de trois minutes devant un public composé essentiellement d'une part du Service d'ordre C.G.T. prêts à « déjouer toute provocation » et d'autre part de nombreux militants révolutionnaires. Dans ce discours, il ne parla guère des luttes des travailleurs, comme il aurait été normal un 1er mai pour un dirigeant syndical, ni d'ailleurs des luttes internationales. Mais il parla beaucoup de cuisine électorale.

Aussitôt après la fin de ce discours, l'ordre de dispersion fut donné. Devant ce sabotage évident de la journée du 1er mai, les militants révolutionnaires s'étant regroupés autour de drapeaux rouges, emblème « gauchiste » que le service d'ordre C.G.T. a pris l'habitude de déchirer (cf. manif du 11 mars), sont partis manifester selon les grandes traditions du 1er mai, en un cortège regroupant plus de la moitié des participants du meeting.

Ceux que la C.G.T. appelle aujourd'hui « gauchistes » continuent les manifestations que celle-ci faisait lorsqu'elle était encore un syndicat de lutte de classes. Est-ce là une provocation ?

— En fait, on sait que la véritable raison qui a fait abandonner les grandes traditions du 1er mai, c'est la ligne électoraliste du P. « C. » F. auquel est soumise la C.G.T., et qui cherche à persuader les ouvriers que la forme suprême de la lutte de classes, c'est le bulletin de vote.

Un tract C.G.T. était d'ailleurs assez explicite, puisqu'il parlait de « légalité républicaine », comme si les travailleurs, ne savaient pas que c'est la légalité bourgeoise, que c'est pour eux la légalité de la classe exploiteuse.

— Qui fait le jeu du pouvoir, ceux qui continuent les traditions révolutionnaires, ou ceux qui démobilisent les masses en se mettant à genoux dès que le pouvoir montre ses griffes ? Rappelons la manifestation prévue en mars 1968 à Paris pour le Viêt-nam, qui, interdite deux jours avant par le Ministère de l'Intérieur fut décommandée la veille dans l'Humanité, qui eu cependant le grand courage de « protester vigoureusement ».

Voilà qui a dû encourager fortement les camarades vietnamiens dans leur lutte...

— Nous avions appelé à voter NON au référendum, contre la réforme de régionalisation fascisante, mais nous ne devrons pas nous bercer d'illusions, ce ne sont pas nos bulletins de vote qui pourront abattre le régime capitaliste. Comme nous l'avons scandé dans la manifestation : « De Gaulle est parti, ses flics sont toujours là » !

Extraits d'un tract des Cercles marxistes-léninistes de la région rouennaise.

A BAS le 1er MAI de COLLABORATION de CLASSE!

Nos lecteurs pourront comparer l'activité militante des marxistes-léninistes à travers les deux exemples de Lille et de Rouen, à l'activité démobilisatrice des contre-révolutionnaires du P. « C. » F., dont voici deux exemples particulièrement éloquents : ci-dessous la trahison social-démocrate à la Seyne, et ci-contre un extrait d'une brochure interne de la fédération des Hautes-Alpes du P. « C. » F.

LA SEYNE-sur-MER (Var)

LA MANIFESTATION DU 1er MAI, UNE MISERE !

L'Union locale des syndicats ainsi que le P. « C. » F. avaient convié la population et la classe ouvrière à participer au meeting à la Bourse du Travail. A ce rassemblement, ni la population ni la masse des travailleurs ne répondirent aux appels des organisateurs. Au meeting assistèrent tout au plus 400 personnes, dont un nombre assez important de retraités. Les femmes brillèrent par leur absence, on pouvait les compter sur les doigts d'une main. Or la ville de la Seyne compte 50 000 habitants dont 10 000 ouvriers avec un grand chantier de construction navale dont les effectifs varient dans les 4 000 ouvriers. Or il ne faut pas oublier que la ville est administrée par une municipalité du P. « C. » F. depuis 22 ans. Pourquoi donc cette indifférence de la classe ouvrière et de la population, qui répondirent non à de Gaulle d'une façon massive (12 000) ? Il aurait suffit d'entendre l'orateur désigné pour s'en convaincre. Son discours était spécifiquement emprunté à la rhétorique social-démocrate et réformiste. La « fameuse » gauche était au centre de son exposé, malgré les gifles qu'ils reçoivent de la part des dirigeants de cette fraction de la bourgeoisie. Ils donnent l'impression de leur impuissance et de leur incapacité de conduire un mouvement de masse sans le concours des forces extérieures à la classe ouvrière, étant donné qu'ils n'ont aucune confiance en elle.

La classe ouvrière de cette localité a un riche passé de lutte politique et syndicale. Elle répond aux manifestations quand elles sont organisées avec des objectifs bien définis à caractère révolutionnaire. Cela nous l'avons constaté avec le grand mouvement contre la fermeture du chantier et pendant les mouvements de mai 1968. Elle n'a pas l'esprit réformiste et contre-révolutionnaire comme les éléments qui se trouvent en ce moment à la direction du P. « C. » F. et de la C.G.T. Le maire de la ville, qui a marqué de son empreinte les deux organisations, a perdu beaucoup de terrain, même dans la population et dans la masse des ouvriers, mais il tient les leviers des commandes. Un fait est visible : la municipalité est sur la balance et ce petit 4 % qui l'a sauvé dernièrement pourrait s'évanouir plus tard.

Un correspondant local.

UN EXEMPLE DE PROSE RÉVISIONNISTE :

FEDERATION DES HAUTES ALPES DU
PARTI COMMUNISTE FRANCAIS -

VENTE DU MUGUET

JEUDI 1er MAI 1969

LA VENTE DE MASSE DU MUGUET PAR LES CELLULES est une activité hautement rentable pour permettre à notre Fédération d'obtenir les moyens nécessaires à la diffusion de sa politique juste et d'avenir

Le pouvoir Gaulliste au service des monopoles fait chaque jour la preuve de son incapacité à résoudre les graves problèmes que pose notre temps.

Les Communistes travaillent à rassembler tous ceux et celles qui sont atteint ou menacés par

Camarades qui avaient répondu présents à cette *grande vente de masse, ayez confiance, partez joyeux. On vous attend dans les rues de toutes les villes avec votre muguet.*

Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste, un moyen :

LE MUGUET DU 1er MAI

Conseils pratiques.

— Il faut être sur place à 7 heures du matin au plus tard de façon à disposer de la meilleure place.

— Sur place éviter que le muguet reste au soleil (il aime l'ombre et l'humidité).

Description. — Muguet des bois de 12 brins avec racine, odeur recherchée, reste plusieurs jours en vie (racine).

La vente :

— Proposer le muguet aux passants (porte-bonheur)...

— Envelopper la botte de 12 brins dans le papier transparent : *Prix* 3 *francs.*

— Quelques brins dans une botte par exemple peuvent être abimés et la botte reste invendable (mauvaise présentation). Couper alors à l'aide de ciseaux la botte au-dessus des racines et mettre un brin et une feuille dans le sachet « spécial muguet », maintenir le haut par une attache. Cette opération ne peut se faire que sur place (le muguet se fane sans les racines et privé d'eau).

Prix du sachet : 1 *franc.*

— Les pots seront entourés de papier crépon plus un morceau de scotch, sur place (risque du transport).

Prix : 5 *francs.*

— Examiner le prix de vente du muguet des concurrents possibles, au besoin diminuer les prix pour vendre au maximum.

— En général, la vente du muguet se termine entre 12 h 30 et 13 heures de l'après-midi.

— Diminuer les prix de vente entre 12 h 30 et 13 heures de façon à liquider le maximum de muguet.

Matériel.

Papier transparent 21 × 27, sachet transparent « Spécial muguet », papier crépon, attaches, scotch (mis à votre disposition).

A titre indicatif : il faut vendre 780 bouquets à 3 francs pour amortir nos frais, les bouquets supplémentaires vendus sont le bénéfice.

1 Franc le brin !
3 francs la botte !
5 francs le pot !

Bonne chance !

S.A.C. ET C.D.R. INSTRUMENTS DU POUVOIR...

Les services « spéciaux » gaullistes (Services d'Action Civique et C.D.R.) n'ont pas chômé ces temps-ci... Pendant la période précédant les élections, en effet, les attentats armés contre les partisans du NON se sont multipliés ; et à chaque fois les auteurs des coups de feu ou de couteau étaient soient des membres des C.D.R. ou des S.A.C. : coups de couteau contre un militant de base du P. « C. » F. révisionniste à Drancy, coups de feu contre un partisan du NON en Isère, agression de colleurs d'affiches du NON (ouvriers de l'imprimerie Moriame) à Paris, un des militants perd un œil et cette fois-ci le fils d'un député U.D.R. fait partie du commando..., etc. Que penser de toutes ces agressions ? Simples bagarres entre colleurs d'affiches ? Non, leur nombre et leur gravité révèle vite quelque chose de plus grave.

Et surtout ce ne sont pas des faits isolés, ou l'œuvre de quelques excités, ils font partie de toute une politique du pouvoir. Celui-ci ne met pas ses œufs dans le même panier : il y a les œufs qui sont dans le panier de la « légalité » (de la légalité de l'exploiteur bien sûr...) et ceux qui sont dans le panier de l'action terroriste ouverte ; la bourgeoisie peut ainsi parler d'« incidents » regrettables ou « d'éléments incontrôlés » et même se payer le luxe de condamner ses propres hommes de mains si la colère populaire est trop grande. Pour l'instant la bourgeoisie joue la « carte » de la « légalité » et préfère réprimer le peuple par sa police ou essayer de se donner des structures de type fasciste (c'était la défunte « Réforme régionale » de de Gaulle...), bref la fascisation comme l'expliquait H.R. n° spécial 1er mai se fait *principalement* au niveau de l'appareil d'Etat et par lui. Mais il y a l'autre panier et c'est là qu'« interviennent » les CD.R et les S.A.C. Il se peut que la bourgeoisie, pour sauver ses profits, exploiter encore plus les ouvriers et réprimer leur résistance, ne parvienne pas, par l'appareil d'Etat seul à renforcer sa dictature, à cause par exemple d'un échec électoral de ses « poulains » fascistes et qu'elle doive, dans ces conditions, recourir plus largement à ses groupes de combat terroristes. Pour l'instant ces groupes C.D.R. et S.A.C. ne joue qu'un rôle d'appoint pour exécuter les « sales besognes » du pouvoir (attentats, etc.), mais l'important est que ces groupes existent, avec des « cadres » prêts à accueillir des troupes plus nombreuses.

Il est intéressant de connaître le recrutement des S.A.C. dont l'ossature est l'ancien service d'ordre du R.P.F., les quelques agresseurs identifiés appartiennent soit à la

Il est intéressant de connaître le recrutement des S.A.C. fascisme, exemple : le membre des S.A.C. qui avait tiré sur un mineur en Isère est un ancien légionnaire. Les S.A.C. à partir de ces noyaux actifs peuvent recruter plus largement et notamment parmi les chômeurs, le danger est réel (une soirée de collage C.D.R. est payée 50 F).

Ainsi donc quand la bourgeoisie aura besoin de jeter par-dessus bord sa propre légalité elle trouvera les S.A.C. et C.D.R. prêts à l'action, c'est pour cela qu'il est nécessaire pour eux de garder une certaine autonomie par rapport au pouvoir. Dernièrement un certain nombre de « limogeages » ont eu lieu dans les S.A.C. : des éléments ouvertement fascistes ont été écartés ; cela est très significatif. Tant que la fraction « néo-gaulliste » fascisante garde largement le contrôle (et surtout l'usage !...) de l'appareil d'Etat les S.A.C. et C.D.R. doivent rester un moyen secondaire, aussi les éléments « impatients » (ex-O.A.S. et autres...) ont ils été mis à l'écart. Le récent attentat d'un commando fasciste (groupe Occident) contre le lycée Louis-le-Grand est lui aussi significatif, même s'il est l'œuvre de tels éléments « impatients », il entre dans les plans du pouvoir de terroriser les militant les plus combatifs ; en même temps celui-ci peut donner le change en arrêtant les responsables de l'attentat : le pouvoir joue « la sauvegarde de la légalité républicaine » (cf. Marcellin : « Le pouvoir est dans les urnes et non dans la rue », rengaine reprise allègrement par Waldeck-Rochet...) c'est-à-dire la répression policière de tout mouvement populaire (puisqu'elle contrôle l'appareil d'Etat) mais en même temps elle envoie ses commandos attaquer les « bases rouges », comme elle dit, récalcitrantes et la bourgeoisie joue ainsi sur tous les tableaux... Pour résumer S.A.C. et C.D.R. ont un double rôle : faire les sales besognes que la police ne peut exécuter ouvertement et préparer si besoin est (par exemple en cas d'une défaite électorale de la fraction néo-gaulliste au profit de la fraction « libérale-centriste » ou d'une montée de luttes populaires puissante) de préparer, donc, un recours plus large à l'action terroriste avec la complicité des appuis dans la police (voir comme exemple de cette « utilisation » de la police et des commandos fascistes le film de Costas-Gravas : « Z »)

Une autre leçon est que les S.A.C. frappent sans discernement : les authentiques communistes (les marxistes-léninistes) comme les militants de base du P. « C. » F. dont les dirigeants sont pourtant de fidèles laquais de la bourgeoisie (les S.A.C. ont même tiré sur des « giscardiens » !...) ; ainsi apparaît mieux la politique criminelle du P. « C. » F. qui en démobilisant systématiquement et en trahisant les masses fait avec les réformistes le lit du fascisme.

Il est donc nécessaire de poser concrètement à l'intérieur des mouvements de masse (C.A., etc.) les problèmes de l'auto-défense (dans des lycées, universités et usines) ! Pour répondre pied à pied aux actes termasse est payante (cf. l'expérience des étudiants de Censier à Paris).

Ripostons aux provocations des S.A.C. et C.D.R.

RAPPORT DE LIN PIAO AU 9e CONGRÈS DU P. C. C.

(Présenté le 1er avril et adopté le 14 avril 1969) **SUITE DU NUMÉRO 11**

L'Armée populaire de Libération constitue le ferme pilier de la dictature du prolétariat. Le président Mao a souligné à maintes reprises que, du point de vue marxiste, l'armée est la principale partie constituante de l'Etat. L'Armée populaire de Libération de Chine, créée et dirigée par le président Mao en personne, est l'armée de nos ouvriers et paysans, une armée du prolétariat ; elle a accompli de grands exploits historiques tant dans la lutte pour renverser les trois grandes montagnes qu'étaient l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, que dans la lutte pour défendre la patrie, pour résister à l'agression américaine et aider la Corée, et pour briser les agressions de l'impérialisme, du révisionnisme et de la réaction. Au cours de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, un grand nombre de commandants et de combattants se sont attelés au travail de **san-zhi-liang-jun** (c'est-à-dire : « soutien à l'industrie, à l'agriculture et aux larges masses de la gauche » ; « contrôle militaire, instruction politique et militaire ») ; et les représentants de l'armée sont entrés dans la triple union. Ainsi l'armée s'est aguerrie dans la lutte de classes et a resserré ses liens avec les masses, ce qui a stimulé sa révolutionnarisation idéologique et lui a permis d'accomplir de nouveaux exploits pour le peuple. Il s'agit là aussi des meilleurs exploits pour le peuple. Il s'agit là aussi des meilleurs préparatifs en prévision d'une guerre. Nous devons faire s'épanouir la glorieuse tradition : « soutien au gouvernement et amour du peuple » et « soutient à l'armée et amour du peuple », renforcer l'union de l'armée et du peuple, renforcer l'édification de la milice populaire et de la défense nationale, et faire encore mieux dans tous les domaines de notre travail. Ces trois dernières années, si les renégats, les agents secrets, les responsables obstinément engagés dans la voie capitaliste, et les contre-révolutionnaires ont échoué dans leur tentative de saper cette grande armée populaire, c'est parce que le peuple a soutenu l'armée et que celle-ci a protégé le peuple.

La culture, l'art, l'éducation, la presse, la santé publique et d'autres secteurs occupent une place extrêmement importante dans le domaine de la superstructure. La ligne : « Nous devons nous appuyer de tout cœur sur la classe ouvrière », avait été définie par la deuxième session plénière du Comité central issu du VIIe Congrès du Parti. Cette fois-ci, à l'appel lancé par le président Mao : « La classe ouvrière doit exercer sa direction en tout », la force principale de la révolution prolétarienne, soit la classe ouvrière, ainsi que ses sûrs alliés, les paysans pauvres et moyens-pauvres, sont montés sur la scène politique de la lutte-critique-réforme qui se déroule dans le domaine de la superstructure. A partir du 27 juillet 1968, de puissants contingents de la classe ouvrière pénétraient dans les endroits contrôlés de longue date par les responsables engagés dans la voie capitaliste, dans les lieux où les intellectuels sont en forte concentration. C'est là une action grandiose, révolutionnaire. La question de savoir si le prolétariat peut tenir fermement les positions de la culture et de l'éducation, et transformer celles-ci à l'aide de la pensée-maotsétoung est la question clé pour déterminer si la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne peut être menée jusqu'au bout. Le président Mao a accordé une attention toute particulière au travail dans ce domaine et a dégagé lui-même les expériences types ; cela constitue pour nous un brillant exemple. Il nous faut venir à bout de la tendance erronée que manifestent un certain nombre de camarades qui sous-estiment l'importance du front de l'idéologie, de la culture et de l'éducation, il nous faut suivre de près le président Mao, et mener avec soin et assiduité un travail de longue haleine. « Par ailleurs, la classe ouvrière doit élever sans cesse son niveau de conscience politique au cours de la lutte. » Elle doit faire le bilan de l'expérience qu'elle a acquise en dirigeant la lutte-critique-réforme dans le domaine de la superstructure, afin de gagner la bataille sur ce front.

pouvoir dirigeant du prolétariat ? Il n'est pas question de substituer la révolution à la production, mais de faire en sorte que la révolution commande à la production, la stimule et l'entraîne. Conformément à la ligne générale définie par le président Mao, qui consiste à « édifier le socialisme selon les principes : déployer tous ses effort ; aller toujours de l'avant ; quantité, rapidité, qualité et économie », conformément à sa grandiose pensée stratégique : « se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple », et suivant toute une série de principes qu'il a formulés, tels que : « prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominants », nous devons résoudre activement mais avec circonspection, par des enquêtes et des recherches, les nombreux problèmes touchant aux principes politiques et que pose la lutte-critique-réforme sur le front économique. Il faut faire pleinement s'épanouir l'esprit révolutionnaire d'initiative et de création chez les masses populaires de nos différentes nationalités, prendre fermement en main la révolution et impulser vigoureusement la production, accomplir et dépasser le plan de développement de l'économie nationale. Nous pouvons affirmer avec certitude que la grandiose victoire de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne engendrera de nouveaux bonds en avant aussi bien sur le front économique que pour l'ensemble de l'édification du socialisme en Chine.

4. - Les principes politiques de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne

Afin de poursuivre la révolution dans le domaine de la superstructure, il faut appliquer consciencieusement les différents principes politiques prolétariens formulés par le président Mao.

Dans la « Circulaire » du 16 mai 1966 et la « Décision en 16 points » du mois d'août de la même année, se trouvent déjà clairement définis les principes politiques relatifs à la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Ceux-ci ont encore été concrétisés par les plus récentes directives du président Mao, telles que : « A l'étape de la lutte-critique-réforme dans la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, il faut observer scrupuleusement nos principes politiques. »

A l'heure actuelle, il s'agit surtout de la mise en œuvre de ces principes.

Ces principes politiques du Parti, et notamment ceux concernant les intellectuels, les cadres, « les enfants susceptibles d'être récupérés par l'éducation » (les enfants de ceux qui ont commis erreurs ou crimes — **Note du traducteur**), l'attitude à adopter à l'égard des organisations de masse, la lutte contre l'ennemi, et l'économie, se rattachent au thème général de la juste solution des deux types de contradictions de nature différente, soit les contradictions entre l'ennemi et nous, et les contradictions au sein du peuple.

La majorité, voire l'immense majorité, des intellectuels formés dans les vieilles écoles peuvent ou désirent s'intégrer aux ouvriers, paysans et soldats ; ils doivent se placer sous la direction de la juste ligne du président Mao et se faire « rééduquer » par les ouvriers, paysans et soldats ; il faut encourager ceux qui ont bien réussi cette intégration, ainsi que les gardes rouges et les jeunes intellectuels partis avec enthousiasme s'installer dans les régions montagneuses ou rurales.

Le président Mao nous a maintes fois enseigné : « Il faut éduquer le plus grand nombre et réduire ainsi la cible de l'attaque » et « suivre l'enseignement de Marx selon lequel le prolétariat ne peut se libérer définitivement qu'en émancipant toute l'humanité ». Ceux qui ont commis des erreurs, il faut surtout les éduquer et les rééduquer, par un travail idéologique et politique patient et minutieux, et appliquer réellement à leur égard le principe : « tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme, afin d'atteindre le double but d'éclaircir les idées et d'unir les camarades ». Il faut « libérer » en temps voulu ceux qui ont commis l'erreur des responsables engagés dans la voie capitaliste et qui sont néanmoins de bons éléments, et leur donner un travail approprié, dès qu'ils ont élevé leur conscience politique et obtenu la compréhension des masses ; il faut les encourager à aller parmi les masses ouvrières et paysannes afin qu'ils transforment leur conception du monde. Nous devons continuer à aider, avec l'unité en vue, ceux qui ont fait un peu de progrès, qui ont commencé à prendre conscience. Le président Mao a dit récemment : « Le prolétariat est la classe la plus prestigieuse dans l'histoire de l'humanité, la plus puissante classe révolutionnaire au point de vue idéologique, politique et de la force ; il peut et il doit unir autour de lui l'écrasante majorité afin d'isoler au maximum et d'attaquer la poignée d'ennemis. »

Dans la lutte contre l'ennemi, il faut appliquer le principe politique constamment préconisé par le président Mao : « exploiter les contradictions, gagner à soi la majorité, s'opposer à la minorité, écraser les adversaires un à un ». Il faut « mettre l'accent sur les preuves, sur les enquêtes et recherches. Il est strictement interdit d'arracher des aveux par la contrainte et d'y faire foi ». Il faut mettre en application la politique définie par le président Mao : « clémence pour qui avoue, sévérité pour le récalcitrant », et « donner une issue ». C'est principalement en nous appuyant sur les larges masses populaires que nous exerçons la dictature sur l'ennemi. A l'exception des contre-révolutionnaires agissants, tels que meurtriers, incendiaires ou empoisonneurs, contre lesquels on possède des preuves irrécusables et qui doivent être châtiés en vertu de la loi, tous les mauvais éléments et les suspects, découverts au cours du mouvement pour l'assainissement de nos rangs de classe, seront traités conformément à la politique : « aucune condamnation à mort, pas d'arrestations dans la plupart des cas ».

Quant à ceux qui sont des sommités académiques réactionnaires de la bourgeoisie, ils seront : critiqués et observés ; critiqués et utilisés ; ou critiqués et pourvus de moyens d'existence. En un mot, il faut critiquer leurs idées et leur donner une issue. Régler ces contradictions entre l'ennemi et nous à la manière des contradictions au sein du peuple favorise le renforcement de la dictature du prolétariat et la désagrégation de l'ennemi.

Dans l'application des différents principes politiques du Parti, il faut que chaque unité se livre à une étude de la situation qui lui est propre. Dans les endroits où la grande alliance révolutionnaire n'est pas encore solide, il faut aider les larges masses révolutionnaires à la réaliser par secteurs, par branches professionnelles ou par classes dans les écoles, sur la base des principes révolutionnaires, afin de faire l'unité dans l'intérêt de la lutte contre l'ennemi. Là où l'assainissement de nos rangs de classe n'a pas encore commencé ou vient seulement de commencer, il faut prendre fermement cette tâche en main et la mener à bien conformément à la politique du Parti ; et là où il touche à sa fin, il faut aussi prendre en main les autres tâches, d'après les directives du président Mao concernant les différentes étapes de la lutte-critique-réforme. Dans le même temps, il faut suivre de près toute nouvelle tendance de la lutte de classes. Que faire si les mauvais éléments se déchaînent de nouveau insolemment ? Le président Mao a eu cette parole célèbre : « Les matérialistes conséquents sont des hommes sans peur. » Si l'ennemi de classe provoque de nouveaux troubles, il suffira de mobiliser les masses pour l'abattre une fois de plus.

Ainsi que l'a indiqué la « Décision en 16 points » : « La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne constitue une puissante force motrice dans le développement des forces productives sociales de notre pays. » Notre agriculture obtient de bonnes récoltes depuis plusieurs années, la production industrielle, la science et la technique connaissent un essor impétueux ; jamais le peuple travailleur n'a fait preuve d'un tel enthousiasme dans la révolution et la production ; bon nombre d'usines, de mines et d'autres entreprises battent continuellement leurs propres records, portant la production à un niveau jamais atteint ; la révolution technique ne cesse de progresser. Nos marchés sont florissants et les prix stables. A la fin de 1968, tous les emprunts intérieurs de l'Etat étaient remboursés. La Chine est d'ores et déjà un pays socialiste sans dettes intérieures ni extérieures.

« Faire la révolution et promouvoir la production » est un principe tout à fait juste, qui établit correctement le rapport entre révolution et production, esprit et matière, superstructure et infrastructure économique, rapports de production et forces productives. Le président Mao nous a toujours enseigné : « Le travail politique est vital pour tout notre travail dans le domaine économique. » Les opportunistes qui s'opposaient à ce qu'on envisageât les problèmes du point de vue politique avaient été vivement condamnés par Lénine en ces termes : « La politique ne peut manquer d'avoir la primauté sur l'économie. Raisonner autrement, c'est oublier l'a b c du marxisme. » (**Œuvres complètes de Lénine**, tome 32, p. 72 de l'édition chinoise). Et encore : si l'on met sur le même plan la politique et l'économie, c'est également « oublier l'a b c du marxisme ». (**Ibidem**). La politique est l'expression concentrée de l'économie. Comment pourrions-nous continuer à renforcer la base économique socialiste et à développer les forces productives socialistes sans entreprendre la révolution dans le domaine de la superstructure, sans mobiliser les larges masses ouvrières et paysannes, sans critiquer la ligne révisionniste ni démasquer la poignée de renégats, d'agents secrets, de responsables engagés dans la voie capitaliste et d'autres contre-révolutionnaires, sans consolider le

5. - La victoire de la révolution dans notre pays

La victoire de notre Grande Révolution Culturelle Prolétarienne est assurément grandiose. Mais nous ne devons en aucun cas croire que nous pouvons désormais dormir sur nos deux oreilles. Lors d'un entretien en octobre 1968, le président Mao a indiqué : « Nous avons déjà remporté de grandes victoires. Mais la classe vaincue se débattra encore. Ces gens sont toujours là et cette classe aussi. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas parler de victoire finale. Même pour les prochaines décennies. Il ne faut pas relâcher notre vigilance. Selon le point de vue léniniste, la victoire finale d'un pays socialiste réclame non seulement les effort du prolétariat et des larges masses populaires de ce pays, elle dépend encore de la victoire de la révolution mondiale, de l'abolition sur le globe du système d'exploitation de l'homme par l'homme, qui apportera l'émancipation à toute l'humanité. Par conséquent, parler à la légère de victoire finale de notre révolution est erroné, antiléniniste ; de plus, cela ne correspond pas à la réalité. » La lutte de classe connaîtra des flux et des reflux. Nous ne devons jamais oublier la lutte de classes ni la dictature du prolétariat. A l'heure actuelle, dans l'application des principes politiques, la lutte entre les deux lignes continue d'exister, de même que les interférences venant « de gauche » ou de droite. Il nous faudra déployer encore des efforts considérables pour mener à bien les tâches des différentes étapes de la lutte-critique-réforme. Nous devons suivre de près le président Mao et nous appuyer étroitement sur les larges masses révolutionnaires pour venir à bout des difficultés et des vicissitudes dans notre marche en avant, et arracher de plus grandes victoires pour la cause du socialisme.

6. - La consolidation et l'édification du Parti

La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne victorieuse, nous a fourni une précieuse expérience sur l'édification du Parti dans les conditions de la dictature du prolétariat. Voici ce que le président Mao a indiqué à tout le Parti : « Le Parti doit être composé d'éléments avancés du prolétariat ; il doit être une organisation d'avant-garde, dynamique, capable de diriger le prolétariat et les masses révolutionnaires dans leur combat contre l'ennemi de classe. » Cette directive a défini pour nous l'orientation politique à suivre dans la consolidation et l'édification du Parti.

Le Parti communiste chinois est un parti formé et éduqué par notre grand dirigeant, le président Mao. Depuis sa fondation en 1921, il a passé par une longue lutte pour la prise du pouvoir et la consolidation de la dictature du prolétariat par les armes. Sous la direction du président Mao, il s'est toujours tenu au premier front des guerres et des luttes révolutionnaires. C'est précisément à la lumière de la juste ligne du président Mao que, face à des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur extrêmement puissants et à une situation des plus complexes, notre parti a dirigé le prolétariat et les larges masses populaires de Chine dans une lutte héroïque, menée par vagues successives, en persistant dans le principe : Indépendance et autonomie et compter sur ses propres forces, et en adhérant à l'internationalisme prolétarien ; ainsi, notre parti qui ne comprenait au début que des groupes communistes avec quelques dizaines de membres en tout a pu se développer pour devenir le grand, glorieux et juste Parti qui dirige à présent la puissante République populaire de Chine. Nous avons acquis la ferme conviction que sans la lutte armée du peuple, il n'y aurait pas le Parti communiste chinois ni la République populaire de Chine d'aujourd'hui. Nous devons graver dans notre esprit cet enseignement du président Mao : « Les camarades du Parti ne doivent jamais oublier cette expérience payée de notre sang. »

Tous les succès du Parti communiste chinois, nous les devons à la direction clairvoyante du président Mao ; ils constituent autant de victoires de la pensée-maotsétoung. Pendant un demi-siècle, le président Mao, au cours des grandes luttes menées sous sa direction par toutes les nationalités de Chine pour accomplir la révolution de démocratie nouvelle, au cours des grandes luttes qu'il dirige dans la révolution et l'édification socialistes en Chine, de même qu'au cours de la grande lutte du mouvement communiste international contemporain contre l'impérialisme, le révisionnisme moderne et toute la réaction,

a uni la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution, continué, sauvegardé et développé dans les domaines politique, militaire, économique, culturel, philosophique et autres, le marxisme-léninisme, le faisant accéder à une étape supérieure, toute nouvelle. La pensée-maotsétoung est le marxisme-léninisme de l'époque où l'impérialisme va à son effondrement total et où le socialisme marche vers la victoire dans le monde entier. Toute l'histoire de notre parti confirme cette vérité : notre parti subit revers et échecs lorsqu'il s'écarte de la direction du président Mao et de la pensée-maotsétoung ; et il progresse et remporte des victoires quand il suit de près le président Mao et agit conformément à la pensée-maotsétoung. Nous ne devons jamais oublier cette expérience. A n'importe quel moment et dans n'importe quelle circonstance, celui qui s'oppose au président Mao et à la pensée-maotsétoung sera stigmatisé par tout le Parti et condamné par toute la nation.

Parlant de la consolidation et de l'édification du Parti, le président Mao a dit : « L'homme a des artères et des veines qui, par l'intermédiaire du cœur, permettent la circulation du sang, et il respire par les poumons, expirant le gaz carbonique et aspirant l'oxygène frais ; c'est rejeter ce qui est altéré et absorber le nouveau. De même, un parti prolétarien doit rejeter ce qui est altéré et absorber le nouveau pour être plein de dynamisme. Sans rejet des déchets et absorption du sang nouveau, le Parti ne saurait être dynamique. » Par cette comparaison vivante, le président Mao a mis en lumière la dialectique des contradictions au sein du Parti. « La loi de la contradiction inhérente aux choses, aux phénomènes, ou loi de l'unité des contraires, est la loi fondamentale de la dialectique matérialiste. » L'antagonisme et la lutte entre les deux lignes apparus au sein du Parti, c'est le reflet, dans le Parti, des contradictions de classes et des contradictions entre l'ancien et le nouveau existant dans la société. S'il n'y avait pas de contradiction dans le Parti ni de luttes pour les résoudre, si le Parti ne rejetait pas ce qui est altéré et n'absorbait pas ce qui est nouveau, sa vie prendrait fin. La théorie du président Mao sur les contradictions au sein du Parti est et sera l'idée directrice fondamentale dans la consolidation et l'édification du Parti.

L'histoire du Parti communiste chinois, c'est celle de la lutte opposant la ligne marxiste-léniniste du président Mao aux lignes opportunistes de droite et « de gauche » existant au sein du Parti. Sous la direction du président Mao, notre parti a triomphé de la ligne opportuniste de droite de Tchen Tou-sieou, des lignes opportunistes « de gauche » de Kiu Tsieou-pai et de Li Li-san, de la ligne opportuniste d'abord « de gauche » puis de droite de Wang Ming, triomphé de la ligne de Tchang Kouo-tao visant à diviser l'Armée rouge ainsi que de l'alliance anti-parti, opportuniste de droite, de Peng Teh-houai, Kao Kang, Jao Chou-che et autres, et enfin, il a brisé, après une lutte de longue haleine, la ligne révisionniste contre-révolutionnaire de Liou Chao-chi. C'est justement dans la lutte entre les deux lignes que notre parti s'est consolidé, s'est développé et a grandi, notamment dans sa lutte victorieuse contre les trois cliques de renégats qui ont fait le plus de tort au Parti, celles de Tchen Tou-sieou, de Wang Ming, et de Liou Chao-chi.

Dans la nouvelle période historique, celle de la dictature du prolétariat, celui-ci exerce sa dictature ainsi que sa direction dans tout travail par l'intermédiaire du Parti communiste, détachement d'avant-garde du prolétariat. Si l'on s'écarte de la dictature du prolétariat et de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, il est impossible de résoudre correctement le problème de l'édification du Parti, qui est de savoir quel parti édifier et comment l'édifier.

La ligne révisionniste de Liou Chao-chi en matière d'édification du Parti trahit, dans ce qu'elle a de fondamental, la doctrine du marxisme-léninisme sur la dictature du prolétariat, et sa théorie sur l'édification du Parti. A l'heure décisive où la révolution socialiste chinoise se développait en profondeur et où la lutte de classes se fit extraordinairement aiguë, Liou Chao-chi réédita son sinistre livre du « Perfectionnement individuel », dans le but de renverser la dictature du prolétariat dans notre pays et d'y restaurer celle de la bourgeoisie. Reprenant le passage de Lénine sur la nécessité de la dictature du prolétariat, passage que nous avons cité plus haut, Liou Chao-chi l'amputa, une fois de plus et en connaissance de cause, de cette conclusion capitale : « La dictature du prolétariat est indispensable » ; il dévoila ainsi clairement son visage de contre-révolutionnaire, de traître à la dictature du prolétariat. Il continua par ailleurs à prôner des inepties réactionnaires telles que la théorie de l'« extinction de la lutte des classes », la théorie des « instruments dociles », la théorie des « masse rétrogrades », la théorie de l'« adhésion au Parti pour s'assurer des fonctions dirigeantes », la théorie de la « paix au sein du Parti », la théorie de la « fusion entre intérêt public et intérêt privé » (autrement dit : supporter des désagréments mineurs en vue d'un profit majeur) ; il tentait par là de corrompre et de désagréger notre parti, afin que plus nos membres se livrent au « perfectionnement », plus ils deviennent révisionnistes, que notre parti marxiste-léniniste se transforme, par l'« évolution pacifique », en un parti révisionniste, et notre dictature du prolétariat en une dictature de la bourgeoisie. Aussi, faut-il poursuivre la grande critique révolutionnaire, en vue de liquider radicalement l'influence pernicieuse de toutes ses inepties.

La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne est un mouvement de consolidation du Parti, d'une ampleur et d'une profondeur sans précédent dans l'histoire de notre parti. Les organisations du Parti aux différents échelons et la masse des membres du Parti ont connu la lutte acharnée entre les deux lignes, ont passé l'épreuve d'une lutte de classes de grande envergure, et ont fait l'objet d'une vérification de la part des masses révolutionnaires au sein et en dehors du Parti. Ainsi, les membres du Parti et les cadres se sont aguerris dans les tempêtes et se sont jetés dans le monde, ils ont élevé leur conscience de classe, et leur conscience en ce qui concerne la lutte entre les deux lignes. Cette grande révolution nous enseigne qu'il faut, sous la dictature du prolétariat, éduquer les membres du Parti en ce qui concerne les classes, la lutte des classes, la lutte entre les deux lignes, et la continuation de la révolution. Il faut combattre le révisionnisme au sein comme en dehors du Parti, expulser du Parti les renégats, les agents secrets et les éléments qui représentent les intérêts des classes exploiteuses, et admettre en son sein les éléments avancés du prolétariat, authentiques, qui ont passé par l'épreuve des grandes tempêtes. Il faut faire le maximum d'efforts pour que la direction des organisations du Parti aux différents échelons soit vraiment entre les mains des marxistes. Il faut faire en sorte que les membres du Parti parviennent véritablement à unir la théorie à la pratique, à se lier étroitement aux masses et à pratiquer courageusement la critique et l'autocritique, qu'ils restent toujours modestes, prudents, qu'ils ne soient ni présomptueux ni irréfléchis dans leur style de travail et qu'ils persévèrent dans leur style de vie simple et de lutte ardue. C'est ainsi seulement que le Parti pourra diriger le prolétariat et les masses révolutionnaires dans la poursuite de la révolution socialiste jusqu'à son terme.

Le président Mao nous enseigne : « L'expérience historique mérite attention. Ligne et point de vue doivent être expliqués constamment et de façon répétée. Si on en parle à une minorité seulement, cela n'ira pas ; il faut les faire connaître aux larges masses révolutionnaires. » L'étude et la propagation de l'expérience fondamentale de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, celles de l'histoire de la lutte entre les deux lignes, celles de la doctrine du président Mao sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat ne peuvent être entreprises une seule fois seulement, il faut y revenir encore et encore, année après année, mois après mois, jour après jour. Ainsi, dès qu'une ligne ou une tendance erronée commence à se préciser, les membres du Parti et les masses populaires sauront la condamner et la contrecarrer, ce qui garantit que notre parti ne cessera d'avancer victorieusement le long de la juste voie tracée par le président Mao.

Le président Mao a récemment indiqué : « Pour ce qui est de la guerre mondiale, il n'y a au fond que deux possibilités : ou c'est la guerre qui provoque la révolution, ou c'est la révolution qui conjure la guerre. » Car le monde contemporain connaît quatre grandes contradictions : celle qui oppose les nations opprimées à l'impérialisme et au social-impérialisme ; celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie dans les pays capitalistes et révisionnistes ; celle entre les pays impérialistes et social-impérialiste, en entre les pays impérialistes ; et la contradiction qui oppose les pays socialistes aux pays impérialistes et social-impérialiste. L'existence et le développement de ces contradictions provoqueront inévitablement la révolution. L'expérience historique de la Première et de la Seconde Guerre Mondiale nous permet d'affirmer avec certitude que, si l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction imposaient une troisième guerre mondiale aux peuples du monde, celle-ci ne pourrait qu'accélérer considérablement le développement de ces contradictions, et pousser les peuples du monde entier à faire la révolution et à conduire tous les impérialistes, tous les révisionnistes et tous les réactionnaires au tombeau.

Le président Mao nous enseigne : « Tous les réactionnaires sont des tigres en papier. » « Du point de vue stratégique ,nous devons mépriser tous les ennemis, et, du point de vue tactique, en tenir pleinement compte. » Cette grande vérité que le président Mao a illustrée encourage dans leur ardeur révolutionnaire au combat les peuples du monde entier et nous mène de victoire en victoire dans la lutte contre l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction.

Les peuples du monde ont depuis longtemps mis à nu la nature de ce tigre en papier qu'est l'impérialisme américain. L'impérialisme américain, le plus féroce ennemi des peuples du monde, connaît un déclin accéléré. Depuis qu'il est entré en fonction, Nixon se trouve devant un énorme gâchis, face à une crise économique insoluble, à une vigoureuse résistance des peuples du monde et des masses populaires des Etats-Unis, à une situation difficile où les pays impérialistes se disloquent et où la baguette de l'impérialisme américain se révèle de moins en moins efficace. Incapable de trouver une solution à cet état de choses, Nixon, comme ses prédécesseurs, ne peut que recourir à une double tactique contre-révolutionnaire : il se donne l'air d'un homme « épris de paix », tout en entreprenant sur une plus vaste échelle l'expansion de l'armement et la préparation à la guerre. En effet, les dépenses militaires des Etats-Unis ne cessent de croître d'année en année. L'impérialisme américain occupe encore à ce jour notre territoire de Taïwan. Il a envoyé ses troupes d'agression dans de nombreux pays, et implanté des centaines et des milliers de bases et d'installations militaires dans le monde entier. A quoi peuvent bien lui servir tous ces avions, ces canons, ces bombes nucléaires et ces missiles, sinon à intimider, à réprimer et à massacrer les populations, et à dominer le monde. Ce faisant, il s'est mis dans une position d'hostilité vis-à-vis des peuples et se voit encerclé et assailli de tous côtés par le prolétariat et les larges masses populaires à travers le monde ; cette situation ne peut manquer de susciter dans le monde entier des révolutions toujours plus étendues.

La clique des renégats révisionnistes soviétiques est aussi un tigre en papier. Sa nature social-impérialiste se révèle de plus en plus clairement. Dès que le révisionnisme khrouchtchévien commença à se manifester, notre grand dirigeant, le président Mao, vit le grave préjudice que le révisionnisme moderne allait porter à la cause de la révolution mondiale. Le président Mao a dirigé tout le Parti dans une lutte résolue, menée de concert avec le Parti du Travail d'Albanie ayant à sa tête le grand marxiste-léniniste qu'est le camarade Enver Hodja, et avec les marxistes-léninistes authentiques du monde entier, sur les plans idéologique, théorique et politique, contre le révisionnisme moderne ayant pour centre le révisionnisme soviétique ; ce qui a permis aux peuples du monde d'apprendre peu à peu au cours de la lutte à faire la distinction entre le vrai et le faux marxisme-léninisme, le vrai et le faux socialisme, et a amené la faillite du révisionnisme khrouchtchévien. En même temps, il a dirigé notre parti dans une critique résolue de la ligne révisionniste de Liou Chao-chi, ligne de capitulation devant l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction, et de répression des mouvements révolutionnaires dans tous les pays, ce qui a détruit la clique révisionniste contre-révolutionnaire de Liou Chao-chi. Ainsi, notre parti a rempli son devoir internationaliste prolétarien.

(*à suivre*)

Un point important à l'ordre du jour du IX[e] Congrès du Parti est la modification des Statuts. Le Comité central en a soumis le projet au Congrès pour discussion. Ce projet avait été rédigé avec la participation du Parti tout entier et des masses révolutionnaires du pays. Depuis que le président Mao proposa, en novembre 1967, de faire participer les organisations de base du Parti à la modification des Statuts, des milliers de projets parvinrent au Comité central. Sur cette base, la douzième session plénière élargie du Comité central issu du VIII[e] Congrès du Parti élabora un projet des Statuts du Parti ; puis, de nouveau, tout le Parti, toute l'Armée ainsi que les masses révolutionnaires de tout le pays discutèrent du projet avec ardeur et sérieux. On peut donc affirmer que le projet des nouveaux Statuts du Parti est le fruit de l'union entre la direction clairvoyante de notre grand dirigeant, le président Mao, et les larges masses, qu'il traduit la volonté de l'ensemble du Parti, de l'Armée et des masses révolutionnaires du pays, et qu'il est une expression vivante du centralisme démocratique et de la ligne de masse, appliqués de façon conséquente par le Parti. Ce qui est particulièrement important, c'est que le projet des Statuts du Parti affirme de nouveau et en termes explicites que le fondement théorique sur lequel le Parti guide sa pensée est le marxisme, le léninisme, la pensée-maotsétoung. C'est là une grande victoire de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne qui a détruit la ligne révisionniste de Liou Chao-chi en matière d'édification du Parti, une grande victoire du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsé-toung. Le Comité central est convaincu que, lorsque le projet aura été discuté et approuvé par le Congrès, notre parti, conformément à ses nouveaux Statuts, saura s'édifier pour devenir toujours plus grand, plus glorieux et plus juste.

7. - Les relations de la Chine avec les pays étrangers

Nous allons maintenant nous arrêter à la question de nos relations avec l'étranger.

Le prolétariat, les peuples et nations opprimés du monde se soutiennent depuis toujours dans leur lutte révolutionnaire. Le Parti du Travail d'Albanie et les autres partis et groupements frères authentiquement marxistes-léninistes, le prolétariat et les peuples révolutionnaires du monde entier, ainsi que de nombreux pays, groupements et personnalités amis, ont chaleureusement exalté et soutenu notre Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Au nom du president Mao, notre grand dirigeant, et du IX[e] Congrès du Parti, je leur adresse ici mes sincères remerciements. Nous leur donnons la ferme assurance que le Parti communiste et le peuple chinois rempliront leur devoir internationaliste prolétarien et, de concert avec eux, mèneront jusqu'au bout la grande lutte contre l'impérialisme, le révisionnisme moderne et toute la réaction.

Dans le monde actuel, la tendance générale s'avère toujours conforme aux indications du président Mao : « L'ennemi se désagrège chaque jour davantage, tandis que pour nous la situation devient toujours meilleure. » D'une part, le mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial et des peuples des différents pays est en plein essor. Au Sud-Viêt-nam, au Laos, en Thaïlande, en Birmanie, en Malaisie, en Indonésie, en Inde, en Palestine et dans d'autres pays et régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, la lutte armée populaire ne cesse de gagner en vigueur. La vérité « le pouvoir est au bout du fusil » est de plus en plus largement assimilée par les peuples et nations opprimés. Des mouvements révolutionnaires de masse d'une ampleur sans précédent ont éclaté au Japon, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, au « cœur » même du capitalisme. De plus en plus nombreux sont ceux qui s'éveillent. Les partis et groupements frères authentiquement marxistes-léninistes se développent graduellement au cours de l'intégration du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution dans leurs pays respectifs. D'autre part, l'impérialisme américain et le social-impérialisme révisionniste soviétique sont enlisés dans des crises politiques et économiques ; assaillis par des difficultés intérieures et extérieures, ils sont acculés à une impasse. Dans la vaine tentative de se repartager le monde, ils collaborent tout en se disputant. Dans les agissements antichinois, anticommunistes et antipopulaires, dans la répression du mouvement de libération nationale et la poursuite de la guerre d'agression, ils coordonnent leurs actions et agissent en complicité. Quand il s'agit de s'approprier des matières premières ou des marchés, de se réserver des pays vassaux, de s'assurer des positions stratégiques ou des sphères d'influence, ils intriguent l'un contre l'autre et cherchent à s'évincer mutuellement. Afin de réaliser leurs ambitions respectives, tous deux se livrent à l'expansion de l'armement et à la préparation à la guerre.

Lénine a affirmé : L'impérialisme, c'est la guerre. Et « ... sur **cette** base économique, les guerres impérialistes sont absolument inévitables, **aussi longtemps** qu'existera la propriété privée des moyens de production. » (**Œuvres complètes de Lénine**, tome 22, p. 182 de l'édition chinoise) Lénine a encore poursuivi : « La guerre impérialiste marque la veille de la révolution socialiste. » (**Œuvres complètes de Lénine**, tome 25, p. 349 de l'édition chinoise). Ces thèses scientifiques de Lénine ne sont nullement périmées.

FAITES CONNAITRE
LA PENSÉE
DE MAO TSÉ-TOUNG

Demandez, diffusez (commande franco de port à notre B.P.)

- **MAO TSE-TOUNG**
  - **Citations (le célèbre « petit livre rouge) ..... 2,00 F**
  - **Sur la guerre populaire.**
- **LIN PIAO**
  - **« Vive la victorieuse guerre du peuple » ..... 1,50 F**

Le combat des révolutionnaires irakiens

La répression s'abat sur l'avant-garde révolutionnaire en Irak. Le régime baathiste, fortement ébranlé par le mécontentement populaire, recourt aux méthodes fasciste pour se maintenir comme marionnette de l'impérialisme : d'une part, il réprime, torture et assassine les militants révolutionnaires, d'autre part, il organise les comédies démagogiques « d'exécutions des agents », alors qu'il est le premier à être à la solde de l'impérialisme dont il est l'enfant chéri !

Depuis un mois, le pouvoir baathiste mène une large campagne d'arrestations dont le bilan atteint plusieurs centaines de détenus, et qui vise particulièrement le Parti Communiste Irakien (Commandement Central antirévisionniste) et en second lieu le Mouvement Socialiste Arabe. Parmi les détenus figure un certain nombre de dirigeants du Parti tels que son secrétaire général Aziz El-Hadj et autres. Le régime utilise les méthodes les plus inhumaines de torture envers les détenus. Et une fois qu'ils sont dans le pire état sanitaire, il les transporte au « Palais Républicain » pour passer leur interrogatoire à la télévision comme « une discussion démocratique et libre avec les dirigeants du pays » ! C'est ainsi que le pouvoir baathiste présentait récemment Aziz El-Hadj à la télévision faisant son auto-critique et se repentant des fautes qu'il a commises à l'égard du Baas » !

A la suite de la terreur (pratique de tous les régime d'exploitation), le Commandement Central vient d'adresser la lettre suivante aux organisations révolutionnaires et ouvrières dans le monde :

« Depuis novembre 1968, le gouvernement baathiste lance une campagne de répression contre les masses ouvrières, notre P.C., le mouvement étudiant progressiste, les paysans et les autres partis politiques progressistes (Mouvement Socialiste Arabe). Les deux récents massacres de la dictature baathiste (celle des ouvriers de la Compagnie des Pétroles et celles de la Place de Saba) se sont soldés par cinq martyrs ! Dans le secret absolu le pouvoir vient de traduire l'étudiant communiste « M. Hawas » devant un tribunal militaire, pour le condamner à mort et l'exécuter immédiatement. Les arrestations des dizaines de communistes et de paysans se terminent par leur disparition physique. Les détenus subissent les pires tortures fascistes de la même manière qu'en 1963 et par les mêmes criminels de la « Garde Nationale », dans les cellules des services de renseignements militaires et des forces de sécurité. A l'heure actuelle, des démarches sont entreprises afin d'exécuter deux militants syndicaux ouvriers : Abed Jassem et Ghodban Ahmed, accusés (mensongèrement) d'avoir tué leurs collègues les martyrs du massacre de la Compagnie des Pétroles bien que les véritables assassins soient connus par les travailleurs et le peuple entier. De même, des préparatifs sont en cours pour exécuter les condamnations à mort prononcées par les tribunaux du gouvernement Aref contre cinq militants accusés d'avoir participé aux opérations révolutionnaires armées au sud du pays.

Les détenus sont privés de tout droit de visite, leur destin demeure inconnu et des nouvelles parlent de la mort de certains sous la torture.

Chers camarades.

Nous considérons que notre devoir est de vous mettre au courant de la terreur faciste en Irak afin de prendre les positions qu'exigent la solidarité internationaliste et la défense des droits de l'homme.

Le pouvoir baathiste mène sa campagne sans aucun bruit et dans le plus grand secret, pour ne pas susciter les protestations de l'opinion publique intérieure et mondiale. Et il est incontestable que vos protestations et vos actes de solidarité avec notre parti et le mouvement progressiste en Irak auront leur effet dans le soutien apporté à la juste lutte de notre mouvement révolutionnaire ».

Par ailleurs, le même P.C.I. vient d'adresser un appel à l'opinion publique progressiste arabe et mondiale où il dénonce la campagne terroriste et barbare du pouvoir, ainsi que l'attitude passive et les rumeurs mensongères propagées par les révisionnistes irakiens qui pratiquent la politique de collaboration et qui incitent le gouvernement fasciste à liquider la base du parti !

« Ainsi — cite l'appel — le pouvoir exploite la pratique et les positions des révisionnistes opportuniste et leur « dialogue » afin de survivre un peu plus, de même que les révisionnistes tolèrent le gouvernement et éprouvent une satisfaction devant sa campagne contre notre parti et les forces progressistes d'opposition, ceci en échange de quelques postes ministériels : leur ultime but, qui n'ont rien de commun avec ceux des ouvriers et des paysans ».

Le régime irakien comme tout régime fantoche, ne peut se maintenir que par la répression. La situation économique et sociale est désastreuse malgré les énormes redevances du pétrole irakien qui occupe la 7e position mondiale et constitue le quart environ de la production totale du Moyen-Orient. Loin d'appartenir au peuple irakien, ce pétrole sert à nourrir les caisses des grands monopoles impérialistes : l'I.P.C. (Trag Petroleum Company) anglo-saxonne et l'E.R.A.P. française, dont la dictature de l'Irak assure le surprofit. En effet, en échange de ses bonnes paroles démagogiques sur la question palestienne, l'impérialisme français s'assure aujourd'hui de l'exploitation de 10 000 km² du territoire irakien riche en pétrole, et ceci après de longs et âpres conflits avec la domination anglo-saxonne.

La question palestinienne est pour le régime un atout de chantage et de démagogie. Pour masquer sa nature devant la population et la détourner de la révolte, il ne cesse pas d'utiliser la phraséologie « révolutionnaire » et d'organiser des comédies de « jugement des agents impérialistes », alors qu'il est l'allié de l'impérialisme contre qui se bat le peuple palestinien.

Mais tout ceci ne peut pas masquer aux yeux du peuple irakien sa misère quotidienne. Une famille paysanne irakienne doit subvenir à ses besoins avec un revenu s'élevant en moyenne à 600 NF par an (Le Monde, 9 octobre 1968). Le spectre de la famine a hanté les paysans irakiens l'an dernier, alors que les redevances pétrolières continuent à alimenter la caisse de l'Etat de 2 milliards de NF par an ! Mais les deux tiers du budget de l'Etat va à l'armée non pas pour « libérer la Palestine » — Les peuples irakiens et palestiniens ne se laisseront plus abuser par leurs exploiteurs et compteront sur leurs propres forces — mais pour grossir le ventre des officiers surpayés et corrompus.

A la suite d'un certain nombre de mesures « socialistes » de 1964 une partie de la bourgeoisie effrayée, arrête toute activité industrielle, mais le pouvoir ne fait rien, ce qui aggrave encore le chômage. Ainsi le cadeau offert après la guerre de juin aux masses laborieuses était de majorer les impôts et d'imposer une « surtaxe de défense », qui ont rapporté au total 600 millions de NF encaissés sur le dos des masses laborieuses.

De la même manière, la réforme agraire ne pouvait qu'échouer. La moitié des terres confisquées à certains propriétaires fonciers — qui reviennent d'ailleurs aujourd'hui au pouvoir — sont restées en friche !

Mais en réalité une nouvelle couche de la bourgeoisie irakienne est venue se substituer à l'ancienne classe dirigeante défaillante semi-féodale de la monarchie hachémite. La bourgeoisie a été encore assez forte pour reprendre le pouvoir après la révolution de 1958 et surtout les massacres des communistes, appuyée par son aile petite bourgeoise. Pour perpétuer l'exploitation et la domination impérialiste, elle a renforcé l'appareil bureaucratique de l'Etat militaire qu'elle domine par la corruption et qui reste à la solde de l'impérialisme. Et c'est le cas d'un grand nombre de régimes arabes.

Mais la violence réactionnaire et fasciste ne fera que renforcer les luttes de libération des peuples arabes et leur prise de conscience. Ainsi contre la violence sioniste, le peuple palestinien se trouve au premier rang de la lutte révolutionnaire arabe.

« Nos masses, riches de leurs amères expériences — déclare l'appel précédent du P.C. Irakien — *constatent que les gouvernements réactionnaires ne peuvent satisfaire volontairement aucune revendication populaire, et qu'ils sont déterminés à s'imposer par la terreur. C'est pour cela que notre peuple s'est vu obligé de conquérir ses droits par la lutte violente, et d'opposer la violence révolutionnaire à la violence fasciste, pour instituer un pouvoir démocratique, révolutionnaire et populaire représentant l'alliance des classes progressistes sous la direction de la classe ouvrière, et pour mettre fin aux drames de notre peuple et aux dangers de l'impérialisme sioniste qui menace notre chère patrie la nation arabe. »*

Soutenons les révolutionnaires irakiens !

Vive la lutte victorieuse des peuples arabes !

— LETTRE DU CAMARADE JURQUET —

(*Suite de la page* 1)

concerne la sûreté intérieure que la sûreté extérieure de la France. L'organe central du Parti communiste marxiste-léniniste de France n'a subi aucune saisie. Les nombreuses interpellations et perquisitions opérées à l'encontre des locaux et des militants du Parti communiste marxiste-léniniste de France le lendemain de son interdiction n'ont pas permis une seule inculpation de nature à être maintenue par décision du pouvoir judicialre.

En fait, mon Parti visait à l'instauration en France d'une république socialiste fondée sur la dictature du prolétariat, car il considérait que la République actuelle se fonde sur la dictature du capital et de la bourgeoisie. Il était pour une République des pauvres contre la République des riches. Il était pour la République de la majorité du peuple contre la République d'une minorité d'exploiteurs.

En ce sens il affirmait son hostilité à la Constitution de la Ve République qu'il tenait pour particulièrement anti-démocratique et néfaste pour la majorité des travailleurs.

Même si des divergences fondamentales me séparent d'eux sur le plan idéologique et politique, je ne puis que constater que d'autres Partis restés légaux proclament aussi dans leurs programmes et leurs statuts leur objectif de substituer à la République capitaliste actuelle une République socialiste. Pourquoi le Parti communiste marxiste-léniniste de France ne pourrait-il bénéficier de la légalité qui est accordé à ces autres Partis politiques ?

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France aurait plaidé responsable, et non coupable, si lui avaient été imputés dans une période donnée et dans des circonstances historiques précises ce que le pouvoir a baptisé «actes de nature à troubler l'ordre public ». En effet, ses militants se sont joints aux barricades étudiantes, ont participé aux affrontements provoqués par la politique réactionnaire et anti-ouvrière du gouvernement Pompidou.

Or, dans son application, le décret-loi du 10 janvier 1936 ne peut nullement retenir un tel motif. Lorsqu'il fut voté par la Chambre des Députés, le projet gouvernemental visait également ces « actes de nature à troubler l'ordre public », mais cette adjonction fut écartée par l'Assemblée qui redoutait qu'un gouvernement ne profitât par la suite de ce texte pour s'opposer à des manifestations syndicales. Le rappel de telles dispositions figure notamment dans une brochure du secrétariat général du Gouvernement en date du 15 avril 1968 publiée par la Direction de la Documentation sous le titre « La France et les droits de l'homme ».

Dès le 13 juin 1968, j'ai introduit auprès du Conseil d'Etat un recours en annulation de la décision du Président de la République, par l'entremise de maître Henri Leclerc, avocat à la Cour, et de maître Ryziger, avocat aux Conseils. La loi de 1936 prévoit une telle procédure et précise que la Haute Juridiction doit statuer en urgence. Or il y aura bientôt un an que j'ai sollicité le jeu de cette disposition en faveur du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Mais la loi ne semble avoir été invoquée par le pouvoir de votre prédécesseur qu'à sens unique. Aucune suite n'a été réservée à mon recours, le gouvernement n'ayant pas encore produit les éléments sur lesquels il s'est fondé pour demander notre dissolution.

Depuis 68 années, le principe de la liberté d'association fondé sur la loi du 1er juillet 1901 n'a été aboli officiellement que par le Gouvernement de Vichy, sous l'occupation étrangère et fasciste. L'ordonnance du 9 août 1944 l'a rétabli et le préambule de la Constitution de 1946 l'a consacré de nouveau.

Seul un gouvernement présidé par le général de Gaulle a cru bon de remettre en cause ce principe dans des conditions particulièrement contraires à la légalité, qu'explique seul un esprit politique partisan.

En conséquence, je sollicite le rétablissement immédiat du bénéfice de la liberté d'association en faveur du Parti communiste marxiste-léniniste de France, illégalement dissous le 12 juin 1968.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de mon indéfectible attachement aux droits les plus légitimes de notre peuple.

Jacques JURQUET,
Ancien secrétaire politique
du Parti communiste marxiste-léniniste
de France, dissous le 12 juin 1968.

(1) Nous précisons que cette loi de 1936 est dirigée contre les atteintes à la forme républicaine de l'Etat. H.R.

ÉDITORIAL *(suite de la page 1)*

Le fascisme est venu en Italie, en Allemagne, en Espagne, en Grèce, au Brésil, au Guatemala, dans la plupart des Etats d'Amérique latine, en Indonésie, etc., là où existait précisément une majorité populaire démocratique, où souvent même la gauche était au pouvoir (Mussolini lui-même était l'un des secrétaires du Parti socialiste italien).

Au début, le processus du fascisme est presque toujours le même : les groupes fascistes organisés militairement attaquent les meetings et les centres où les forces progressistes s'expriment et gênent le pouvoir. Les forces progressites ripostent, la police intervient, arrête et réprime souvent les victimes. Et, dans la « gauche officielle » (celle des dirigeants sociaux-démocrates et révisionnistes) des voix « autorisées » s'élèvent pour dénoncer ces mêmes victimes et les ravaler au rang d'« aventuriers » et autres gentillesses. La population est mise en condition, un événement chasse l'autre, comme on dit.

Ainsi qui se souvient que tout a commencé au quartier latin, en mai 1968, le jour où les fascistes d'Occident mirent le feu à la Sorbonne ? Très peu de gens sans doute.

Encore une fois, reculer devant le fascisme à sa naissance, dénoncer ceux qui lui font face, c'est ouvrir la porte au fascisme. Le fascisme se tue dans l'œuf, ou bien de l'œuf éclot un monstre. Fous ou innocents sont ceux qui ne voient pas, ne croient pas ou ne pensent pas que le régime gaulliste a couvé un tel œuf. Que les travailleurs prennent garde, que les communistes, TOUS les communistes soient vigilants, que tous les républicains simplement s'interrogent.

Quand la poule quitte son nid, c'est qu'en général la période d'incubation est terminée.

Travailleurs bernés par l'électoralisme, rejetez vos illusions, préparez-vous à la lutte.

« *Humanité Rouge* »

Une nouvelle affiche « H.R. » 30 × 40 cm, est parue.
Camarades, commandez-là rapidement, 5 F les 100, à
Boîte Postale 134, Paris-20e C.C.P. **La Source** n° 30 226 72

APPEL

Aux adhérents et militants de base du Parti Communiste Français
Aux Electrices et Electeurs du Parti Communiste Français

Chers Camarades et amis,

Nous nous adressons à vous aujourd'hui parce que, comme vous, la situation actuelle en France nous inquiète sérieusement. Non seulement nous sommes conscients d'un certain danger fasciste manifesté par tout un processus de fascisation poursuivi depuis une année par le pouvoir gaulliste, mais nous comprenons que la victoire des « NON » au référendum du 27 avril dernier ne va pas permettre que soit chassé ce pouvoir, ses hommes politiques, ses banquiers qui ont eu pourtant si peur au mois de mai 1968. La prochaine élection présidentielle risque fort de voir porter à la présidence de la République ce Pompidou qui fut pendant plus de six ans le bras droit du prince que nous venons de renvoyer à Colombey-les-deux-églises et pratiqua en son nom la politique réactionnaire et anti-sociale que vous savez. Ainsi une fois de plus l'électoralisme va apparaître comme un redoutable instrument au service de la classe dominante, la bourgeoisie des groupes monopolistes qui exploite sans vergogne tout le reste de la nation, toutes les couches laborieuses de notre peuple.

Le numéro de l'« Huma » de ce matin, daté du 6 mai, constitue à nos yeux un constat de faillite des efforts poursuivis depuis des années pour réaliser une alliance politique avec les socialistes et autres formations de la « gauche ». Les chefs de la social-démocratie, tout en donnant le spectacle méprisable d'un panier de crabes, opposent un refus obstiné aux propositions d'établir un « programme commun » que Waldeck-Rochet et le comité central de votre Parti considèrent comme indispensable « pour aller de l'avant vers une démocratie avancée, vers une France socialiste ».

Mais nous ne voulons pas user de malhonnêteté à votre égard et vous faire lire cette lettre, par ruse. Aussi devons-nous vous dire tout de suite qui nous sommes.

Nous sommes ces camarades qui, après avoir milité vingt, trente ou quarante années dans le Parti communiste français, ont rompu sans détours avec lui depuis 1963 en pensant que la continuation de la juste ligne idéologique et politique du mouvement communiste international ne passait plus par Moscou, mais par Pékin. Pour nous la juste ligne révolutionnaire prolétarienne ne s'arrête pas à Lénine, mais elle a été poursuivie avec succès par Staline hier et continue de l'être aujourd'hui par Mao Tsé-toung.

Que Staline ait commis un certain nombre d'erreurs, c'est possible, mais nous pensons qu'il ne pouvait en être autrement à une époque où le premier état socialiste de l'histoire était encerclé par les capitalistes et agressé par eux. En dépit de ces erreurs que seuls les communistes et les peuples révolutionnaires avaient le droit et le devoir d'analyser (et non les sales trotskystes et autres ennemis réactionnaires) nous savons que l'histoire ne pourra jamais nier cette vérité : c'est sous la direction de Staline que les glorieux et héroïques peuples soviétiques ont écrasé la vermine nazie et édifié la puissance mondiale qui se situe aujourd'hui au même niveau ou presque, dans tous les domaines et sur tous les plans, que les Etats-Unis impérialistes.

Maintenant vous savez qui nous sommes.

Vous pouvez déchirer notre lettre sans la lire, c'est là ce que vous demanderaient les dirigeants de votre Parti en nous qualifiant de « traîtres, renégats, agents du pouvoir gaulliste, gauchistes, etc. ».

Vous pouvez aussi continuer à nous lire, ne serait-ce que par curiosité, ou même dans le but de connaître nos arguments pour pouvoir mieux les réfuter ou, ce que nous souhaitons, dans le but de les comprendre.

Nous savons que vous n'avez jamais cru sérieusement que nous étions des « agents du pouvoir gaulliste » qui nous a brutalement jetés dans l'illégalité au mois de juin 1968. Mais vous êtes sans doute convaincus que nous sommes des « gauchistes ».

Bien sûr, Camarades et amis, nous nous situons « à gauche » de la ligne du Parti communiste français, parce que nous la considérons comme droitière et révisionniste !

Mais nous ne sommes pas des « gauchistes », n'ayant absolument rien à voir avec les trotskystes, les nihilistes ou les anarchistes dont la phraséologie pseudo-révolutionnaire et les excès coupés de la volonté des masses servent objectivement le pouvoir et les dirigeants non révolutionnaires de la « gauche » et, excusez-nous, c'est notre certitude, de votre Parti.

Lisez, Camarades et amis, « La maladie infantile du communisme : le gauchisme », ce texte fondamental de Lénine. Vous y découvrirez que « l'anarchisme a été souvent une sorte de châtiment pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier » et que « l'opportunisme de droite est l'ennemi principal de la révolution si l'opportunisme de gauche en constitue certes un autre ennemi dangereux » (citation dans l'esprit mais non en la forme exacte du texte de Lénine qui serait trop long à reproduire).

Nous sommes donc des communistes luttant contre les deux déviations que la bourgeoisie et son idéologie infiltrent habilement dans le mouvement ouvrier le révisionnisme et le gauchisme.

Nous pensons que la grave situation actuelle est l'aboutissement de la ligne opportuniste de droite poursuivie depuis des années par votre Parti, le nôtre hier encore. Cette ligne, nous l'avons vue naître, se développer, grandir et sans doute, nous en faisons l'autocritique devant la jeunesse ouvrière et intellectuelle révolutionnaire, ne nous sommes-nous pas suffisamment battus à temps contre elle. Aussi aujourd'hui conduit-elle logiquement le Parti communiste français dans l'impasse. Il ne pouvait en être autrement. A moins que demain, devant des difficultés aussi insurmontables que celles du printemps révolutionnaire de 1968, la grande bourgeoisie en vienne à utiliser comme ultime planche de salut la fameuse « démocratie avancée » ?

Si le Parti communiste français avait pratiqué une juste analyse du contenu de classe de la S.F.I.O., il aurait aussitôt compris l'impossibilité absolue de réaliser avec lui une alliance durable et conséquente dans une véritable lutte pour le véritable socialisme. Mais les dirigeants de votre Parti n'étaient-ils donc pas abondamment avertis par l'histoire de notre Pays ?

Après le front populaire de 1936, qui a bafoué l'alliance de sommet réalisée entre Partis communiste et socialiste ? Le premier dirigeant de la S.F.I.O., Léon Blum, chef du gouvernement avec l'appui des voix communistes.

Ensuite, qui a trahi les communistes jusqu'à exiger pour eux l'échafaud en 1939 et les livrer à la répression vichyste et nazie sous l'occupation ? Des socialistes (le ministre de l'Intérieur Albert Sérol, le secrétaire général de la S.F.I.O. Paul Faure et tant d'autres).

Après la cohabitation gouvernemenale d'après la libération (sur laquelle nous aurions certes bien des choses à dire, mais ce n'est pas notre propos dans cette lettre), qui a expulsé les ministres communistes en mai 1947 pour donner satisfaction aux américains et obtenir des faveurs particulières de leurs banquiers ? Ramadier, Guy Mollet et Jules Moch, tous trois président du conseil ou ministres socialistes.

Après l'alliance électoraliste aux législatives de 1956, et malgré le vote des pouvoirs spéciaux contre le peuple algérien, au gouvernement Guy Mollet, par le groupe parlementaire du Parti communiste français, qui a trahi encore le peuple en coopérant à l'installation de de Gaulle au pouvoir, le 13 mai 1958 et ensuite ? Guy Mollet et le Parti socialiste qu'il dirigeait.

Et qui donc depuis lors n'a jamais accepté du Parti communiste français que les suffrages ouvriers offerts à l'occasion d'élections diverses sans nulle réciprocité réelle ? Les politiciens socialistes encore, bien entendu.

Ainsi les abandons, les capitulations, les promesses, les révisions idéologiques ou politiques du Parti communiste français n'ont même pas été payés de retour !

Voilà où conduit l'opportunisme, camarades et amis !

Aujourd'hui, c'est l'attitude de Deferre et de Guy Mollet qui est conséquente et conforme à leur passé. Ils ne se renient nullement. Ils continuent ce qu'ils ont toujours fait. Ils sont des hommes de la bourgeoisie et du capitalisme.

Dans la bataille électorale qui s'engage, votre courage, votre dévouement, votre ardeur seront vains. A quoi serviront-ils en définitive ? Tout est préparé par la bourgeoisie des monopoles pour assurer le triomphe de Pompidou par la duperie des élections ! Les jeunes ont raison de crier « Elections trahison » ! Oui, c'est la trahison des intérêts de classe du prolétariat exploitée à l'avantage des capitalistes.

Alors ?

Alors, nous pensons qu'est venu le moment où vous devez enfin bien ouvrir vos yeux, comprendre et vous décider à agir. Il vous faut lutter contre la ligne opportuniste de droite de Waldeck-Rochet et des autres dirigeants de votre Parti. Même si vous devez vous faire exclure, comme nous l'avons été depuis 1963, souvent dans des conditions non statutaires.

Le présent et l'avenir dépendent du courage des meilleurs communistes, des meilleurs enfants de notre peuple, de leur combat pour défendre le marxisme léninisme, pour faire avancer la lutte de classes, jusqu'à la dictature du prolétariat.

Ce n'est pas vers les politiciens bourgeois de la fausse gauche qu'il faut vous tourner, mais vers les ouvriers et intellectuels révolutionnaires avec qui vous pouvez et devez reconstruire la seule unité valable, l'unité prolétarienne de la classe ouvrière.

Si la classe ouvrière était unie, solidement, désormais elle constituerait la classe dirigeante du front de lutte contre le pouvoir des monopoles.

N'oubliez jamais, Camarades et amis, qu'avant le Front populaire de 1936 il y avait eu le Front commun en 1933, dans la lutte contre le fascisme ou s'étaient retrouvés au coude à coude tous les travailleurs.

C'est seulement sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti d'avant-garde, fondant sa pensée et son action sur le marxisme-léninisme, que peuvent se trouver entraînés à la lutte révolutionnaire d'autres classes et couches sociales qui ont intérêt, elles aussi, au renversement du capitalisme et au triomphe du socialisme, s'appuyant sur la dictature du prolétariat.

N'oubliez pas non plus que c'est la division et la faiblesse de la classe ouvrière qui permet à la bourgeoisie de recourir au fascisme lorsqu'elle en a besoin pour solutionner la crise économique, sociale et politique qui la secoue elle-même.

Puisque vous avez accepté de nous lire jusqu'au bout, Camarades et amis, nous vous en remercions fraternellement.

Notre combat, idéologique et politique, est et sera difficile et long. Mais il va dans le sens irréversible de la révolution prolétarienne.

Si vous êtes des communistes sincères, ce dont nous ne doutons pas, soyez aussi des communistes clairvoyants et conséquents. Il n'est pas possible que tôt ou tard, mais le plus tôt sera le mieux, vous ne vous retrouviez au coude à coude avec nous contre les fascistes, contre les réactionnaires, contre leurs complices de la prétendue « gauche », contre les faux socialistes et aussi contre la poignée de faux communistes qui renient si gravement les principes de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline, aujourd'hui repris et enrichis par Mao Tsé-toung.

Réfléchissez sérieusement par vous-mêmes, Camarades et amis, tirez par vous-mêmes les enseignements de l'expérience et de la faillite de la ligne de « programme commun », comprenez qu'il n'y a pas de « passage pacifique » du capitalisme au socialisme et que seul le passage révolutionnaire nous permettra d'écraser ensemble le capitalisme monopoliste d'état que Lénine définissait comme « l'antichambre du socialisme ».

Merci de votre attention, Camarades et amis, à bientôt, ensemble !

P.-S. — Nous autorisons la diffusion de ce texte en tracts édités à l'initiative de lecteurs de l'Humanité Rouge, en direction particulière des adhérents de base et sympathisants du Parti communiste français.

Des communistes marxistes-léninistes dont le pouvoir gaulliste a dissous le Parti le 12 juin 1968, par application arbitraire d'un décret sur les ligues fascistes.

Le gérant responsable : M. DURAND. Distribué par les N.M.P.P., 111, rue Réaumur, PARIS (2e). Imprimerie N.P.P. - Paris (20e) Dépôt légal 2e trimestre
Commission Paritaire n° 47.291 des Papiers de Presse.